



GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

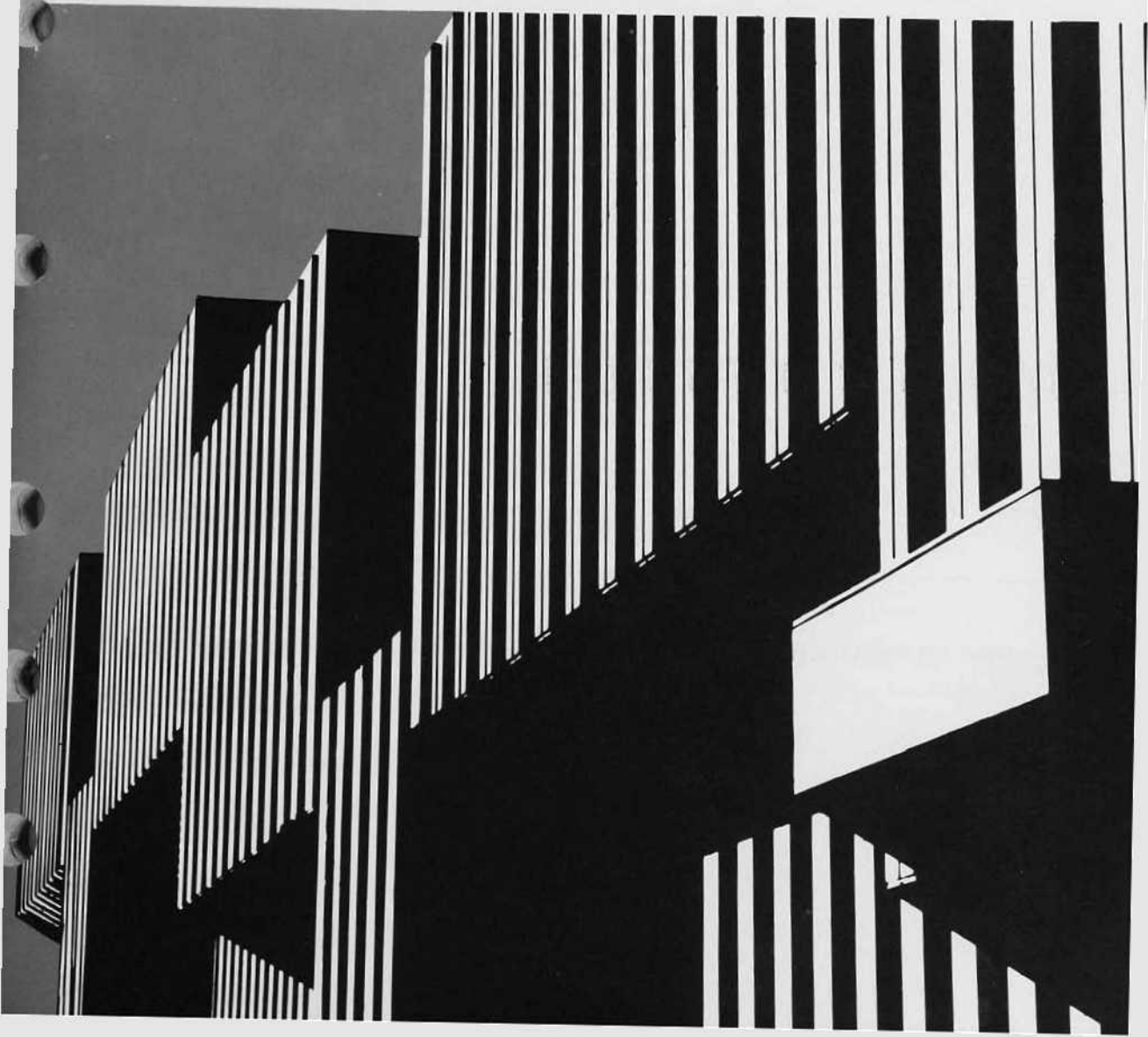
105^e ANNÉE
VOL. 105

N° 29

5637

PARTIE 2
LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

Décision du 2 octobre 1973
Règ. 73-512, 4 octobre 1973

LOI DE LA RÉGIE DES SERVICES PUBLICS
(S.R.Q., 1964, ch. 229)

Câblodistribution en période électorale

Ordonnance générale sur la câblodistribution en période électorale.

CONSIDÉRANT QUE plusieurs entreprises publiques de câblodistribution entendent émettre ou retransmettre de la propagande électorale à l'occasion du scrutin général du 29 octobre 1973 pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale du Québec;

CONSIDÉRANT QU'il est d'intérêt public que la production de propagande électorale par les entreprises publiques de câblodistribution soit faite d'une manière équitable;

CONSIDÉRANT QUE la Régie des services publics est chargée de la surveillance et du contrôle des entreprises publiques de câblodistribution par la Loi de la Régie des services publics (S.R.Q., 1964, ch. 229; L.Q., 1972, ch. 56).

LA RÉGIE ORDONNE aux propriétaires des entreprises publiques de câblodistribution de se conformer, pendant toute la période électorale, aux dispositions du texte qui suit.

1. Définitions: Pour les fins de la présente ordonnance, les expressions et mots suivants signifient:

- a) «période électorale»: la période commençant le 25 septembre et se terminant le 27 octobre 1973 à 24 heures;
- b) «production»: cette partie de la programmation qui est offerte à l'abonné à partir de locaux ou studios de l'entreprise publique de câblodistribution, ou dans laquelle cette dernière joue un rôle de création, de réalisation ou de mise en scène.

2. Période d'interdiction: Toute émission ou retransmission de propagande électorale est interdite durant le jour du scrutin et les 24 heures qui le précèdent.

3. Loi électorale: La présente ordonnance doit être appliquée en stricte conformité de la Loi électorale du Québec, et les entreprises publiques de câblodistribution sont

Decision, 2 October 1973
Reg. 73-512, 4 October 1973

PUBLIC SERVICE BOARD ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 229)

Cabledistribution during an election period

General ordinance respecting cabledistribution during an election period.

CONSIDERING THAT several cabledistribution public services intend to broadcast or retransmit electioneering material in view of the general election of members to the National Assembly which is to take place on 29 October 1973;

CONSIDERING THAT it is of public interest that electioneering productions be distributed equitably by the cabledistribution public services;

CONSIDERING THAT, under the Public Service Board Act (R.S.Q., 1964, ch. 229; S.Q., 1972, ch. 56), the Public Service Board is entrusted with the supervision and control of cabledistribution public services;

THE BOARD ORDERS the owners of cabledistribution public services to comply with the provisions of the following Ordinance during the entire election period.

1. Definitions: For the purposes of this Ordinance, the following words and expressions mean:

- (a) "election period": the period beginning on 25 September and ending on 27 October 1973 at 12:00 p.m.;
- (b) "production": that part of the programming which is provided to the subscriber from the premises or studios of the cabledistribution public services or in which the latter plays a creative, production or staging rôle.

2. Prohibition period: All broadcasting or re-transmission of electioneering productions is prohibited during polling-day and the 24-hour period immediately preceding that day.

3. Election Act: This Ordinance must be applied in strict conformity with the Québec Election Act, and cabledistribution public services are bound to comply with the provisions

tenues de se conformer aux dispositions de la Loi électorale. S.R.Q., 1964, ch. 7 et amendements (voir notamment la section XXI et les articles 372, 373, 374 et 377 dont copie est annexée).

1. Répartition équitable: Tout propriétaire d'une entreprise publique de câblodistribution, qui fait de la production, doit répartir équitablement entre les différents candidats et partis en présence les productions consacrées à la propagande électorale.

5. Identification: Toute production de propagande électorale doit être identifiée au début et à la fin de l'émission.

6. Production dramatique: Aucune production de propagande électorale ne doit être présentée sous forme dramatique.

7. Audition des plaintes: Toute requête concernant l'application de la présente ordonnance doit être entendue et décidée d'urgence par la Régie des services publics, nonobstant les Règles de pratique de la Régie.

8. Rapport: 1) Dans les 30 jours suivant le scrutin, tout propriétaire d'une entreprise publique de câblodistribution doit fournir à la Régie des services publics un rapport indiquant le nombre et la durée des productions de propagande électorale présentées au cours de la période électorale en faveur de chacun des candidats et des partis.

2) Ce rapport doit être fourni selon la formule annexée à la présente ordonnance.

3) Le secrétaire de la Régie doit, dans les 60 jours suivant le jour du scrutin, préparer un compte rendu des rapports fournis à la Régie en conformité du présent article.

Québec, le 2 octobre 1973.

PIERRE BOILEAU,
Président par intérim.

CHARLES BERNIER, ing.

RAOUL P. BARBE, avocat,
Régisseur.

FRANÇOIS RAYMOND,
Régisseur.

J. RONALD TENNET,
Régisseur.

Copie conforme,

Le secrétaire,
DANIEL BLANCHETTE, Avocat.

GÉRARD BRADY,
Régisseur.

of the Election Act, R.S.Q., 1964, ch. 7 and amendments (see in particular division XXI and sections 372, 373, 374 and 377, a copy of which is annexed hereto).

1. Equitable distribution: Every owner of a cabledistribution public service producing programmes must distribute electioneering productions equitably among the various candidates and parties taking part in the election.

5. Identification: All electioneering productions must be identified at the beginning and end of the production.

6. Dramatic production: No electioneering production shall be presented in dramatic form.

7. Hearing of complaints: Every petition in respect of the application of this Ordinance shall be heard and decided upon immediately by the Public Service Board, notwithstanding the Rules of Practice of the Board.

8. Report: (1) Within 30 days following polling-day, every owner of a cabledistribution public service shall submit to the Public Service Board a report indicating the number and duration of electioneering productions he presented during the election period on behalf of each candidate and party.

(2) The said report shall be submitted in the Form annexed to this Ordinance.

(3) The Secretary of the Board shall, within 60 days following polling-day, prepare a summary statement of the reports submitted to the Board in accordance with this section.

Québec, 2 October 1973.

PIERRE BOILEAU,
Acting President.

CHARLES BERNIER, Eng.

RAOUL P. BARBE, Advocate,
Controller.

FRANÇOIS RAYMOND,
Controller.

J. RONALD TENNET,
Controller.

True copy,

DANIEL BLANCHETTE, Advocate,
Secretary.

GERARD BRADY,
Controller.

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS
2875 Boulevard Laurier
Québec G1A 1G8

PUBLIC SERVICE BOARD
2875 Boulevard Laurier
Québec G1A 1G8

RAPPORT DES ENTREPRISES PUBLIQUES DE
CÂBLODISTRIBUTION CONCERNANT LA
PROPAGANDE ÉLECTORALE

REPORT OF THE CABLEDISTRIBUTION
PUBLIC SERVICES RESPECTING
ELECTIONEERING PRODUCTIONS

Entreprise de câblodistribution Cabledistribution service

.....

.....

Total du temps de production LIB UN PC PQ

Total of production time

Others Total

Répartition du temps de production / Distribution of production time

Date	Heure Time	Durée Duration	Parti Party	District	Participants

Déclaration sous serment du propriétaire de l'entreprise
publique de câblodistribution

Sworn declaration by the owner of the cabledistribution
public service.

Je, soussigné,
(nom)
.....
(Occupation)

I, the undersigned,
(Name)
.....
(occupation)

domicilié à
étant dûment assermenté sur les saints évangiles, dépose
et dis:

domiciled at
being duly sworn on the Holy Gospels, depose and state
that:

1° Je suis
(Fonction)

1° I am
(Function)

de
(l'entreprise publique)

of
(Public service)

2° Les renseignements donnés au questionnaire exigé
en vertu de l'Ordonnance sur la câblodistribution en
période électorale de la Régie des services publics,
sont vrais.

2° The information given in the questionnaire pursuant
to the Ordinance of the Public Service Board respecting
cabledistribution during an election period is true.

EN FOI DE QUOI j'ai signé

ASSERMENTÉ devant moi à

ce

.....

(Commissaire à l'assermentation)

IN TESTIMONY WHEREOF I have signed

SWORN to before me at

this

.....

(Commissioner for oaths)

District de

(Une déclaration solennelle est aussi acceptée)

242-o

District of

(A solemn declaration is also accepted)

242-o

A.C. 3673-73, 3 octobre 1973
Règ. 73-517, 9 octobre 1973

LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS
ET COMMERCIAUX
(S.R.Q., 1964, ch. 150)

Travaux forestiers

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption du Règlement relatif aux travaux forestiers.

ATTENDU QUE l'article 5 de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q., 1964, ch. 150) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer les prescriptions spéciales nécessaires à la sécurité, à la santé et à la moralité des travailleurs qu'il indique dans les établissements industriels et commerciaux;

ATTENDU QUE la Direction générale des services techniques du ministère du travail et de la main-d'oeuvre a fait une étude de la sécurité des travailleurs dans les exploitations forestières et a consulté plusieurs organismes directement intéressés;

ATTENDU QU'il n'existe actuellement aucun règlement spécifique pour protéger les travailleurs forestiers contre les accidents;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le Règlement relatif aux travaux forestiers annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE le présent règlement entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD,

Règlement relatif aux travaux forestiers

TABLE DES MATIÈRES

Section I DÉFINITIONS

Section II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 2.1 Étendue

§ 2.2 Entretien de l'équipement forestier

§ 2.3 Devoirs du chef d'établissement

Section III CHEMIN D'EXPLOITATION

O.C. 3673-73, October 3, 1973
Reg. 73-517, October 9, 1973

INDUSTRIAL AND COMMERCIAL
ESTABLISHMENTS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 150)

Forestry operations

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation concerning forestry operations.

WHEREAS section 5 of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., 1964, ch. 150) allows the Lieutenant-Governor in Council to determine the special precautions necessary for the safety, health and morality of employees indicated by him in industrial and commercial establishments;

WHEREAS the Technical Services Branch of the Department of Labour and Manpower has made a study on the safety of workers in forestry operations and has consulted many organizations who are directly involved;

WHEREAS there is no specific regulation to protect forestry workers from accidents;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the Regulation concerning forestry operations annexed to this Order in Council be adopted;

THAT the present Regulation come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning forestry operations

TABLE OF CONTENTS

Division I: DEFINITIONS

Division II GENERAL PROVISIONS

§ 2.1 Scope

§ 2.2 Maintenance of forestry equipment

§ 2.3 Duties of the head of establishment

Division III FORESTRY ROAD

Section IV ÉQUIPEMENT FORESTIER

- § 4.1 Équipement manuel
- § 4.2 Équipement lourd
- § 4.3 Travaux d'entretien et de réparation.

Section V SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- § 5.1 Abattage.
- § 5.2 Débardage
- § 5.3 Tronçonnage
- § 5.4 Transport du bois par camion
- § 5.5 Transport du bois par flottage
- § 5.6 Train de bois

Section VI ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS**Section I
DÉFINITIONS**

I. I Dans le présent règlement, à moins que le contexte s'y oppose, les mots ou expressions suivantes signifient:

- a) « abbatteuse universelle »: véhicule automoteur monté sur roues ou sur chenilles servant à couper, à ébrancher ou à sectionner les arbres. Certains modèles sont équipés pour le transport des grumes;
- b) « arbre entier »: arbre abattu et séparé de sa souche;
- c) « chemin d'exploitation »: route utilisée couramment pendant la durée d'une exploitation forestière;
- d) « débardage »: opération forestière qui consiste à transporter les troncs ou les arbres entiers du lieu de l'abatage à un chemin carrossable;
- e) « débardeur »: travailleur forestier affecté au débardage;
- f) « débardeuse sur roues »: véhicule automoteur sur roues équipé ou non d'un treuil servant au débardage du bois;
- g) « débardeuse sur chenilles » (chenillette): véhicule automoteur sur chenilles servant au débardage ou au transport du bois en forêt;
- h) « entaille de direction »: entaille faite au tronc d'un arbre pour orienter sa chute lors de l'abatage;
- i) « estacade »: barrage flottant fait de billots ou de radeaux assemblés par des chaînes et des câbles pour retenir et canaliser les bois flottés;
- j) « grume »: tronc d'arbre abattu, ébranché, recouvert de son écorce, tronçonné ou non;

Division IV FORESTRY EQUIPMENT

- § 4.1 Manual equipment
- § 4.2 Heavy equipment
- § 4.3 Maintenance and repair works

Division V SAFETY AT WORK

- § 5.1 Felling
- § 5.2 Hauling
- § 5.3 Bucking
- § 5.4 Trucking of timber
- § 5.5 Floating of timber
- § 5.6 Timber raft

Division VI PERSONAL PROTECTIVE EQUIPMENT AND WELFARE OF WORKERS**Division I
DEFINITIONS**

I. I In this Regulation, unless the context requires a different meaning, the following words and expressions mean:

- (a) "harvester": self-propelled vehicle mounted on wheels or on caterpillars used to cut, limb or section trees. Some models are equipped to carry logs;
- (b) "full tree": felled tree separated from its stump;
- (c) "forestry road": road used regularly during forestry operations;
- (d) "hauling" (skidding): forestry operation which consists in transporting trunks or full trees from the felling area to a road suitable for a motor vehicle;
- (e) "hauler": forestry worker assigned to hauling operations;
- (f) "skidder on wheels": self-propelled vehicle on wheels with or without a winch used for hauling timber;
- (g) "skidder on caterpillars" (tracked-forwarder): self-propelled caterpillar-mounted vehicle used for hauling and carrying lots in the forest;
- (h) "direction notch": notch made on the trunk of a tree in order to direct its fall during felling;
- (i) "boom": floating raft made by assembling logs, blocks, chains and wire ropes to hold and to direct floating timber;
- (j) "log": trunk of a felled tree, limbed, with its bark, cut in sections or not;

- k) «pavillon»: partie supérieure de la carrosserie d'un véhicule à moteur, assurant la protection du conducteur;
- l) «pont»: ouvrage comportant un tablier simplement appuyé sur des poutres retenues par des piliers ou l'équivalent, et servant à enjamber un cours d'eau ou une dépression de terrain;
- m) «scie mécanique»: scie portative à moteur, communément appelée scie à chaîne;
- n) «trait d'abattage»: trait de scie fait du côté opposé à la direction de chute et qui sectionne l'arbre de sa souche;
- o) «travaux forestiers»: travaux d'exploitation forestière, y compris les travaux d'aménagement, de conservation et d'amélioration de la forêt;
- p) «travailleur forestier»: travailleur salarié ou travaillant à forfait, qui est affecté à des travaux forestiers;
- q) «tronçonnage»: opération qui consiste à sectionner les arbres en diverses longueurs;
- r) «tronçonneuse»: machine conçue pour le tronçonnage du bois en différentes longueurs.
- (k) "cab": overhead part of a motor vehicle body, which ensures the protection of the operator;
- (l) "bridge": structure which includes a deck directly supported by beams held by pillars or the equivalent, and used to span a water stream or a land depression;
- (m) "power saw": portable motor saw, commonly called "chain saw";
- (n) "felling-cut": (back-cut): cut made by a saw which separates the tree from its stump on the side opposite to the direction of fall;
- (o) "forestry operations": operations for exploiting the forest, such as: clearing, conserving and improving the forest;
- (p) "forestry worker": worker earning a wage or working by contract, who is employed for forestry operations;
- (q) "bucking": operation which consists in cutting trees in different lengths;
- (r) "slasher": apparatus for slashing timber in different lengths.

Section II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 2.1 Étendue

2.1.1 Champ d'application: Le présent règlement s'applique à tous les travaux forestiers.

§ 2.2 Entretien de l'équipement forestier

2.2.1 L'équipement forestier doit être utilisé et entretenu de façon à protéger le travailleur contre les risques professionnels tels que définis au Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

§ 2.3 Devoirs du chef d'établissement

2.3.1 Le chef d'établissement doit:

- avoir présent sur les lieux des travaux au moins un responsable de tous les travailleurs;
- ne jamais laisser un travailleur forestier travailler seul en forêt, à moins qu'il n'existe un moyen de surveillance sûr, soit une ronde soit un autre système de contrôle périodique. Cette surveillance doit être exercée au moins 1 fois par demi-journée de travail;
- s'assurer que tous les travailleurs connaissent le manie- ment de l'équipement forestier mis à leur disposition;

Division II GENERAL PROVISIONS

§ 2.1 Scope

2.1.1 Scope: This Regulation applies to all forestry operations.

§ 2.2 Maintenance of Forestry Equipment

2.2.1 Forestry equipment shall be so operated and maintained as to protect the worker against professional risks as defined in the Regulation concerning industrial and commercial establishments.

§ 2.3 Duties of the Head of Establishment

2.3.1 The head of establishment shall:

- have present on the job site, at least one person respon- sible for all the workers;
- never allow a forestry worker to work alone in the forest, unless a safe means of surveillance is assured to him, either by a regular round or other periodic check. This surveillance shall be carried out at least once during every 1/2 working day;
- ensure that all workers are acquainted with the opera- tion of the forestry equipment put at their disposal;

- d) s'il fournit le logement, la nourriture ou le moyen de transport aux travailleurs forestiers, s'assurer que les conditions d'hygiène, de salubrité et de sécurité sont maintenues;
- e) faire l'inspection des bâtiments chaque mois;
- f) mettre à la disposition de tout travailleur forestier, tout l'équipement de protection individuelle prévu dans le présent règlement;
- g) suspendre immédiatement tout travailleur trouvé sans l'équipement de protection prescrit pour son emploi et prévu dans le présent règlement. Cette suspension doit se prolonger tant et aussi longtemps que le travailleur n'utilise pas cet équipement pour l'exercice de ses fonctions;
- h) fournir une civière avec couvertures et une trousse de premiers soins à proximité des lieux où les travailleurs sont concentrés ou dans les véhicules de transport mis à la disposition des travailleurs;
- i) voir à ce que le travail se fasse conformément au présent règlement; et
- j) s'assurer que l'équipement, les outils, les machines et accessoires soient toujours en bon état.

- (d) if he provides lodging and board or transportation for forestry workers, ensure that health, sanitary and safety conditions are maintained;
- (e) check all buildings by means of a monthly inspection;
- (f) put at the disposal of any forestry worker, any personal protective equipment provided in this Regulation;
- (g) suspend immediately from his work any worker found without the protective equipment prescribed for his work and indicated in this Regulation. Such suspension shall be maintained as long as the worker does not use this equipment for the needs of his functions;
- (h) put a stretcher with a blanket and a first-aid kit in proximity of the most congested work areas or in the transport vehicles put at the disposal of the workers;
- (i) see that the work is performed in conformity with this Regulation; and
- (j) ensure that the equipment, tools, machines and accessories are always kept in good condition.

2.3.2 Le chef d'établissement doit s'assurer que tout travailleur forestier:

- a) est informé du présent règlement;
- b) utilise tout dispositif ou équipement de sécurité et de protection mis à sa disposition pour pallier les risques de son métier;
- c) ne fume pas au travail pendant l'été, sauf pendant les pauses;
- d) a reçu des directives du contremaître de signaler tout défaut, blocage des dispositifs de sécurité et autres conditions dangereuses de travail; et
- e) ne change pas d'endroit de travail et de fonction sans autorisation de son supérieur immédiat.

2.3.2 The head of the establishment shall ensure that any forestry worker:

- (a) is informed concerning this Regulation;
- (b) uses any safety and protective equipment and device that is put at his disposal to reduce the risks in his work;
- (c) does not smoke on the job during the summer season except during rest periods;
- (d) has received orders from his foreman to indicate any lack, blocking of safety devices and other hazardous working conditions; and
- (e) does not change work site and job without the authorization of his immediate superior.

Section III

CHEMIN D'EXPLOITATION

3.1 Dispositions générales: Tout chemin d'exploitation doit être:

- a) construit et entretenu de façon que tout véhicule utilisé pour l'exploitation forestière puisse circuler sans danger;
- b) suffisamment large pour permettre une circulation sans danger; ou
- c) pourvu de points de rencontre s'il ne comporte qu'une voie de roulement.

Division III

FORESTRY ROAD

3.1 General provisions: Any forestry road shall be:

- (a) so constructed and maintained so that any vehicle used for forestry operations can circulate without danger;
- (b) wide enough to allow safe usage; or
- (c) provided with wide sections if there is only one traffic lane.

§.2 Pont: Tout pont sur un chemin d'exploitation doit:

- a) être construit selon un plan approuvé par un ingénieur membre en règle de la Corporation des ingénieurs du Québec;
- b) avoir une capacité affichée près du chemin à 100 pi. (30,5 m) des 2 extrémités du pont;
- c) avoir, de chaque côté du tablier, une pièce longitudinale d'au moins 8 po. (20,4 cm) de hauteur fixée solidement à ce tablier; et
- d) être inspecté de manière à être gardé bien entretenu pendant l'exploitation.

§.3 Signalisation: Les courbes raides, les ponts, les pentes abruptes, les zones de rencontres, les vitesses permises et les traverses de chemins de fer doivent être indiqués par les panneaux facilement visibles le jour et la nuit. La signalisation utilisée ne doit pas contrevenir à celle utilisé par le ministère des transports.

§.1 Zones de transport: Les zones de chemin d'exploitation réservées au transport du bois doivent être indiquées par des panneaux ou des affiches facilement visibles le jour et la nuit.

§.2 Bridge: Any bridge on a forestry road shall:

- (a) be constructed according to a plan approved by a engineer which is a regular member of the Corporation of Engineers of Québec;
- (b) have a posted capacity near the road at 100 ft. (30,5 m) from the 2 ends of the bridge;
- (c) be equipped on each side of the deck with a longitudinal piece at least 8 in. (20,4 cm) in height and firmly fixed to this deck; and
- (d) be inspected and well maintained during operations.

§.3 Road signs: Sharp curves, bridges, steep grades, junctions, allowed speeds and railway crossings shall be indicated by panels easily visible day and night. The road signs used shall not be contradictory to those used by the Department of Transport.

§.1 Transport zones: The zones of those roads which are reserved for timber transportation shall be indicated by panels or signs easily visible day and night.

Section IV ÉQUIPEMENT FORESTIER

§ 4.1 Équipement manuel

1.1.1 Hache et scie à archet:

- 1) Le manche de la hache et la lame de la scie à archet doivent être bien centrés et solidement assujettis.
- 2) Les outils doivent toujours être bien affûtés.

1.1.2 Scie mécanique:

- 1) La scie mécanique doit posséder une chaîne du type à ébrancher.
- 2) Il est interdit de fumer lorsqu'on fait le plein d'essence d'une scie mécanique.
- 3) Il est interdit de faire le plein d'essence d'une scie mécanique lorsqu'elle est chaude ou qu'il y a danger de feu et d'explosion.
- 4) La scie mécanique doit être appuyée sur une surface solide lorsqu'elle est mise en marche.
- 5) La scie mécanique doit être mise en marche à plus de 10 pi (3,05 m) de l'endroit où le plein d'essence a été fait.
- 6) La scie ne doit pas être utilisée plus haut que le niveau des épaules.

Division IV FORESTRY EQUIPMENT

§ 4.1 Manual Equipment

1.1.1 Axe and bow-saw:

- (1) The handle of the axe and the blade of the bow-saw shall be well-centered and firmly attached.
- (2) Also, tools shall always be well sharpened.

1.1.2 Power saw:

- (1) The power saw shall have a safety chain.
- (2) It is forbidden to smoke when filling a power saw with gasoline.
- (3) It is forbidden to fill a power saw with gasoline when it is hot or when there is danger of fire and explosion.
- (4) When a power saw is put into operation, it shall be placed on a solid surface.
- (5) The power saw shall be started at 10 feet (3,05 m) or more from the place where it was filled with gasoline.
- (6) The power saw shall not be operated at a level higher than shoulder level.

- 7) Lorsque le travailleur forestier, lors de l'abattage, franchit une distance plus grande que celle existante normalement entre les arbres, le moteur de la scie doit être arrêté, et la scie mécanique doit être portée la lame en arrière.
- 8) Lors de tout déplacement d'un travailleur forestier, la chaîne de la scie ne doit jamais être en mouvement, et le moteur doit être arrêté s'il y a obstacle.
- 9) Le changement et le réglage de la chaîne d'une scie mécanique doivent s'effectuer lorsque le moteur est arrêté.
- 10) L'entretien, le réglage et l'usage de la scie mécanique doivent se faire de façon à protéger le travailleur contre tout accident.
- 11) Un extincteur ou tout autre dispositif capable de maîtriser un début d'incendie doit être à la portée du travailleur qui utilise une scie mécanique.
- 12) La scie mécanique doit être tenue solidement avec les 2 mains lorsqu'elle est en marche.
- (7) When a forestry worker during felling, travels a distance longer than usual between trees, the motor of the saw shall be stopped and the power saw shall be carried with the blade behind.
- (8) When a forestry worker changes places, the chain of the saw shall never be in motion and the motor shall be stopped if there is an obstacle.
- (9) The changing and adjusting of the chain on a power saw shall be done when the motor is stopped.
- (10) The maintenance, adjustment and operation of the power saw shall be done in a manner to protect the worker against any accident.
- (11) An extinguisher or other device capable of controlling the beginning of a fire shall be within reach of the worker using a power saw.
- (12) The power saw shall be held firmly in both hands while it is in operation.

4.1.3 Crochet, gaffe et tourne-bille: La pointe des crochets, gaffes et tourne-bille doit être bien aiguisée et les manches ou poignées doivent être lisses et bien fixés.

4.1.4 Coupe-câble: Un coupe-câble doit être disponible aux endroits d'utilisation de câble.

4.1.5 Le câble ne doit jamais être dévidé entièrement du tambour du treuil.

4.1.3 Hook, gaff (pikaroon) and cant dog (peavey): The ends of hooks, gaffs and cant dogs shall be well sharpened and the handles or handholds shall be smooth and well attached.

4.1.4 Wire-cutter: A wire-cutter shall be available in areas where wires are used.

4.1.5 The cable shall never be completely unwound from the drum of the winch.

§ 4.2 Équipement lourd

4.2.1 Dispositions générales: L'équipement lourd doit être équipé d'extincteurs chimiques en plus de respecter les exigences des articles 8.4.3, 8.4.4, 8.4.5, et 8.4.6 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux. Toutefois, il n'est pas obligatoire de munir la débardeuse d'une ceinture de sécurité ou de porter une telle ceinture lors de l'usage de la débardeuse.

4.2.2 Camion: Tout camion utilisé lors des travaux forestiers, doit être:

- a) utilisé pour des charges compatibles avec sa capacité et les conditions des lieux de travail;
- b) muni, entre la cabine et le chargement, d'un écran protecteur suffisamment fort pour résister au glissement de la charge.

§ 4.2 Heavy Equipment

4.2.1 General provisions: Heavy equipment shall be equipped with chemical extinguishers and it shall be in accordance with section 8.4.3, 8.4.4, 8.4.5 and 8.4.6 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments. However, a skidder need not be equipped with a safety belt, nor is a worker required to wear such belt while using the skidder.

4.2.2 Truck: Any truck used in forestry operations shall be:

- (a) used for loads compatible with its capacity and with conditions on the job site;
- (b) equipped with a protective screen (bulkhead), between the cab and the load, of sufficient strength to resist against any sliding of the load.

1.2.3 Débardeuse sur roues:

- 1) Le système hydraulique et le système de freinage doivent être vérifiés chaque jour.
- 2) Tout dommage au pavillon de la débardeuse pouvant affecter la structure de celui-ci doit être corrigé et réparé immédiatement.
- 3) Entre le treuil et le siège, un grillage résistant doit protéger le conducteur contre les coups de fouet du câble.
- 4) Le câble doit être enroulé sur le treuil avant que la débardeuse change d'endroit.
- 5) L'accès au siège de la débardeuse ou du tracteur de ferme utilisé comme débardeuse ne doit pas excéder 22 po (55,9 cm) de largeur et chaque côté de l'accès doit être garni d'un grillage.
- 6) Le siège de la débardeuse doit être placé de manière à permettre la manoeuvre du conducteur en toute sécurité.
- 7) La débardeuse ne doit pas être utilisée lorsque les engrenages, arbres de couche ou cardans des arbres de couche sont à découvert ou sans protection.
- 8) Le conducteur d'une débardeuse doit conduire son véhicule en position assise.
- 9) Lorsque non utilisée, la lame d'une débardeuse doit être en position levée lors du déplacement.
- 10) La débardeuse peut être laissée aux conditions suivantes:
 - a) le frein de sécurité doit être appliqué au préalable; et
 - b) la lame doit être à terre.

1.2.1 Débardeuse sur chenilles:

- 1) Des dispositifs de protection doivent être prévus autour des arbres de couches et des cardans.
- 2) On doit placer des plaques de métal à surface antidérapante au-dessus des chenilles.

1.2.5 Bélier mécanique et chargeur:

- 1) Les commandes ne doivent pas être laissées sans que la lame ou les bras de levage aient été posés sur le sol et que le frein de sécurité ait été appliqué.
- 2) Lorsqu'un bélier mécanique est équipé d'un treuil, il doit y avoir entre le siège du conducteur et le treuil, un grillage pouvant résister aux coups de fouet du câble ou à la projection de tout objet.

1.2.3 Skidder on wheels:

- (1) The hydraulic system and the braking system shall be checked daily.
- (2) Any damage done to the cab of the skidder which could affect its structure shall be corrected and repaired immediately.
- (3) Between the winch and the seat, a solid screen shall protect the operator (hauler) against the whiplashes of cable.
- (4) The cable shall be wound on the winch before the skidder changes place.
- (5) The access to the seat of the skidder or the agricultural tractor used as a skidder shall not be wider than 22 in. (55,9 cm) in width and each side of the access shall have a screen.
- (6) The seat of the skidder shall be placed in such a way as to allow the operator to manoeuvre safely.
- (7) The skidder shall not be used when the gearing, the driving shafts or the universal joints of the driving shafts are uncovered or unprotected.
- (8) The skidder shall be operated from a seated position.
- (9) The blade of the skidder shall be in the upright position if not in use and when the apparatus is moving.
- (10) The skidder may be left as follows:
 - (a) the safety brake shall have been previously applied; and
 - (b) the blade shall be on the ground.

1.2.1 Skidder or caterpillars (Tracker-forwarder):

- (1) Guards shall be placed around the driving shaft and the universal joints.
- (2) Protectors made of metal plates with a non-skid surface shall be placed above the caterpillars.

1.2.5 Dozer and loader:

- (1) The controls shall not be left without placing the blade or the lifting arms on the ground and without applying the safety brake.
- (2) When there is a winch on the dozer, a strong screen shall be placed between the driver's seat and the winch to prevent cable whiplash or projection of any object.

1.2.6 Tracteur de ferme; Un tracteur de ferme ne doit jamais être utilisé pour le débardage du bois en forêt à moins qu'il ne soit équipé:

- a) d'un cadre de protection en cas de retournement; et
- b) d'un grillage de protection contre le coup de fouet du câble ou la projection de tout objet.

1.2.7 Autre équipement: Toute autre machine utilisée dans les exploitations forestières doit posséder des dispositifs de sécurité nécessaires à l'opération sûre. En particulier:

- a) elle doit être équipée d'un protecteur pour les pièces mobiles et d'un grillage contre les projections;
- b) les machines aux mécanismes de type hydraulique doivent posséder des dispositifs permettant de bloquer toute pince, couteau ou autre équipement dans des positions fixes pour l'entretien, le nettoyage ou la réparation;
- c) elle doit être équipée d'extincteurs chimiques facilement accessibles;
- d) elle doit être équipée des échelles nécessaires au travailleur pour l'accès, le fonctionnement et l'entretien;
- e) toute passerelle et toute plate-forme doivent:
 - i) être équipées de garde-corps; et
 - ii) posséder un plancher antidérapant.

1.2.8 Câble pour le halage du bois: Le câble utilisé pour le halage du bois doit:

- a) être conforme à la norme *Steel Wire Rope: General Purpose*, ACNOR G4-1967;
- b) avoir un diamètre approprié à celui du treuil;
- c) pouvoir résister à une charge 5 fois supérieure à la charge de manoeuvre moyenne admise lorsqu'il est fait un usage normal de l'appareil.

§ 4.3 Travaux d'entretien et de réparation

1.3.1 Aucun entretien, réparation ou nettoyage ne doit être effectué lorsqu'une machine est en marche. Ces travaux ne peuvent être effectués sur des mécanismes alors qu'ils sont soumis à des pressions hydrauliques.

1.3.2 Entretien mécanique sur place: Lorsque l'entretien mécanique se fait sur place, le chef d'établissement doit fournir:

- a) un local pour effectuer la réparation des scies mécaniques; et
- b) un espace équipé pour effectuer l'entretien et la réparation de l'équipement mécanique lourd.

1.2.6 Agricultural tractor: An agricultural tractor shall never be used in the forest for hauling timber unless it is equipped with:

- (a) a roll-over protective structure; and
- (b) a protective screen against the whiplash of cable or the projection of any object.

1.2.7 Other equipment: Any other machine used for forestry operations shall be equipped with all required safety devices. In particular:

- (a) it shall be equipped with guards on all mobile parts and a screen to protect against any projections;
- (b) machines whose operating mechanisms are hydraulic shall be equipped with devices which lock any clamps, knives or other equipment in the fixed position for maintenance, cleaning or repairs;
- (c) it shall be equipped with chemical extinguishers that are readily accessible;
- (d) it shall be equipped with ladders necessary for workers for access, operation and maintenance;
- (e) any catwalk and platform shall:
 - (i) be equipped with guardrails; and
 - (ii) have a non-skid floor.

1.2.8 Cable for hauling timber: The cable used for hauling timber shall be:

- (a) conform to the standard *Steel Wire Rope: General Purpose*, CSA, G4-1967;
- (b) of a diameter appropriate to the winch diameter;
- (c) able to resist 5 times the average permitted safe working load when the apparatus is used under normal conditions;

§ 4.3 Maintenance and Repair Works

1.3.1 No maintenance, repair or cleaning shall be done when a machine is in operation. This work shall not be effected on mechanisms under hydraulic pressures.

1.3.2 Mechanical maintenance on the premises: When mechanical maintenance is done on the premises, the head of the establishment shall provide;

- (a) a place where repair on power saws can be effected; and
- (b) a space equipped for the maintenance and repair of heavy mechanical equipment.

1.3.3 Pièces mobiles: Toutes les pièces mobiles soulevées doivent être bloquées avant le travail sous un tracteur, un chargeur ou toute autre machine.

1.3.1 Remplacement d'une roue: Lors du remplacement d'une roue d'un véhicule sur les lieux de travail:

- a) les autres roues doivent être bien bloquées pour éviter tout déplacement de la machine;
- b) un cric ou un vérin approprié ou un autre dispositif équivalent doit être utilisé; et
- c) un blocage pouvant supporter la machine doit être mis en place si l'on ne dispose pas immédiatement d'une roue de secours.

Section V SÉCURITÉ AU TRAVAIL

§ 5.1 Abattage

5.1.1 Équipement de protection: Lors de l'abattage, les travailleurs doivent porter le casque, les bottes, les genouillères et les gants ou moufles (mitaines) conformes à la section VI du présent règlement.

5.1.2 Distance entre chaque travailleur: Une distance suffisante pour limiter les risques d'accident lors de l'abattage doit être maintenue entre chaque travailleur forestier préposé à l'abattage. Cette distance ne doit pas être inférieure à 150 pi (45,7 m).

5.1.3 Nettoyage: Une voie de retraite et l'espace autour de l'arbre doivent être nettoyés avant l'abattage.

5.1.1 Chicots ou arbres morts non utilisés:

- 1) Les chicots ou arbres morts qui ne seront pas utilisés doivent être surveillés attentivement pendant l'abattage et le débardage. Là où il y a un grand danger de les faire tomber, on ne doit les abattre qu'après avoir examiné les lieux et pris toutes les mesures de sécurité nécessaires. Ce travail doit se faire:
 - a) avec une scie mécanique sous la surveillance du contremaître; ou
 - b) à l'aide d'un véhicule automoteur.
- 2) Dans les cas extrêmes où la zone de travail devient dangereuse à cause d'une forte proportion de chicots ou d'arbres morts, il faut suspendre les travaux.

5.1.5 Entaille de direction: Une entaille de direction doit être faite pour orienter la chute de l'arbre dans la direction voulue. Cette entaille doit avoir une profondeur

1.3.3 Moveable parts: All moveable raised parts shall be blocked before working under a tractor, loader or any other machine.

1.3.1 Replacement of wheels: When replacing a wheel on a vehicle on the work premises:

- (a) the other wheels shall be blocked in order to avoid any displacement of the machine;
- (b) an appropriate jack or screw-jack or other equivalent device shall be used; and
- (c) if a spare wheel is not immediately available on the premises, a solid block shall be placed to support the machine.

Division V SAFETY AT WORK

§ 5.1 Felling

5.1.1 Protective equipment: When felling, the workers shall wear hat, boots, knee-pads and mittens as required under division VI of this Regulation.

5.1.2 Distance between workers: A sufficient distance for eliminating accident risks shall be maintained between each forestry worker while felling. This distance shall not be less than 150 ft (45,7 m).

5.1.3 Cleaning: A route of withdrawal and a space around the tree shall be cleaned before felling.

5.1.1 Stubs or dead trees not used:

- 1) Stubs (chicots) or dead trees which shall not be used, shall be watched carefully during felling and hauling operations. In an area where there is great danger of their falling, they shall be felled only after an analysis of the site and using necessary safety measures. This work shall be done:
 - (a) with a power saw under the supervision of the foreman; or
 - (b) by means of a self-propelled vehicle.
- 2) In extreme cases where the work zone has become dangerous because of a large number of stubs (chicots) or dead trees, operations shall be stopped.

5.1.5 Direction notch: A notch shall be made in order to direct the fall of the tree in the desired direction. This notch shall be at a depth of approximately $\frac{1}{3}$ the diameter

minimale de $\frac{1}{4}$ environ du diamètre de l'arbre à couper. Elle doit être pratiquée sur tous les arbres de plus de 8 po (20,4 cm) de diamètre.

5.1.6 Trait d'abattage: Le trait d'abattage doit se faire 2 po (5,1 cm) environ au-dessus de la pointe de l'entaille de direction.

5.1.7 Lors de l'abattage:

- a) un arbre dont le trait d'abattage est commencé ou un arbre qui est retenu dans sa chute ne doit jamais être laissé debout;
- b) l'arbre retenu dans sa chute ne doit pas être tronçonné;
- c) dans les cas visés aux paragraphes *a* et *b*, l'arbre doit être libéré avec la débardeuse, ou un autre moyen de traction mécanique ou animale; et
- d) un arbre qui en retient un autre déjà coupé ne doit jamais être abattu.

5.1.8 Ébranchage: L'ébranchage de l'arbre abattu doit se faire avec soin et attention. Il faut:

- a) se placer du côté le plus haut de l'arbre abattu;
- b) se placer du côté opposé du tronc d'arbre à ébrancher;
- c) ne jamais marcher sur le tronc d'arbre à ébrancher; et
- d) ne pas porter des coups vers soi.

§ 5.2 Débardage

5.2.1 Équipement de protection: Lors du débardage, les travailleurs doivent porter l'équipement de protection individuelle utilisé pour l'abattage.

5.2.2 Charges halées: Seules les charges, appropriées à la capacité autorisée d'une machine ou à la force des chevaux, compte tenu des conditions de terrain, doivent être halées.

5.2.3 Grumes ou arbres entiers: Les grumes ou les arbres entiers doivent être attachés entre 8 et 24 po (20,3 et 61 cm) de l'extrémité.

5.2.4 Mise en mouvement de la débardeuse ou du treuil: La débardeuse ou le treuil doit être mis en mouvement seulement lorsqu'aucun travailleur n'est:

- a) près du treuil et des câbles; et
- b) dans le trajet des grumes ou des arbres.

5.2.5 Lorsque le treuil fonctionne, la débardeuse doit être gardée dans le même alignement que le câble de

of the tree to be cut. It shall be made in all trees more than 8 inches (20,4 cm) in diameter.

5.1.6 Back-cuts: The felling cut (back-cut) shall be done approximately 2 in. (5,1 cm) above the point of the direction notch.

5.1.7 When felling:

- (a) a tree which has a felling cut already started or a tree which is retained during its fall shall never be left standing;
- (b) the tree retained during its fall shall not be cut;
- (c) in the cases mentioned in *a* and *b* above, the tree shall be freed by a skidder or other means of mechanical or animal traction; and
- (d) a tree which supports another that is already cut shall never be felled.

5.1.8 Limbing: The limbing of a fallen tree shall be done carefully and attentively:

- (a) the felled tree shall be worked on from the uphill side;
- (b) the trunk to be limbed shall be worked on from the opposite side;
- (c) the trunk to be limbed shall never be walked on; and
- (d) tools shall not be used with motions towards the operator.

§ 5.2 Hauling

5.2.1 Protective equipment: The personal protective equipment used by workers when hauling shall be the same as that used when felling.

5.2.2 Hauling loads: Only loads suitable for the authorized capacity of a machine or the strength of the horses used, with consideration taken for the field conditions, shall be hauled.

5.2.3 Logs or full trees: Logs or full trees shall be tied between 8 and 24 in. (20,3 and 61 cm) to their ends.

5.2.4 Starting of winch or skidder: The winch or skidder shall be started only when there is no one:

- (a) near the winch and cables; and
- (b) in the path of the logs or trees.

5.2.5 When the winch is in operation, the skidder shall be aligned with the hauling cable and if the deviation is

halage et si la déviation est supérieure à 30°, le véhicule doit être réaligné pour éviter tout retournement.

5.2.6 Débardage en terrain incliné: Le débardage en terrain incliné doit se faire dans l'axe de la pente.

5.2.7 Déplacements sans charge: Le câble du treuil de la débardeuse doit être maintenu enroulé lors des déplacements sans charge.

5.2.8 Débardage à l'aide de chevaux: Si le débardage est fait à l'aide de chevaux, il faut:

- a) attacher la charge en se plaçant à côté de celle-ci; et
- b) marcher en arrière de la charge quand elle se déplace.

§ 5.3 Tronçonnage

5.3.1 Tronçonnage à la scie mécanique:

- (1) Lors du tronçonnage avec une scie mécanique, l'équipement de protection individuelle doit être le même que lors de l'abattage.
- (2) Avant de procéder au tronçonnage, les branches et les broussailles aux alentours de l'arbre doivent être enlevées.
- (3) Lors du tronçonnage, le travailleur doit se placer du côté le plus élevé de la grume.

5.3.2 Tronçonnage à la tronçonneuse: Lors du tronçonnage à la tronçonneuse:

- a) l'équipement de protection individuelle doit être un casque, des chaussures de sécurité et des protecteurs auriculaires si le bruit dépasse la limite permise selon l'annexe 3 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux et ce au poste de travail;
- b) la sécurité des autres travailleurs qui pourraient se trouver dans la zone de travail de la tronçonneuse ne doit pas être compromise;
- c) un système de communication doit être utilisé entre les travailleurs pour effectuer les manoeuvres nécessaires en cas d'urgence et pour les besoins de la sécurité.

§ 5.4 Transport du bois par camion

5.4.1 Capacité du matériel utilisé: Le matériel utilisé pour le chargement des grumes doit avoir la capacité correspondant aux charges à soulever.

greater than 30 degrees, the vehicle shall be realigned in order to avoid any overturning.

5.2.6 Hauling on an inclined grade: Hauling on an inclined grade shall be done in the axis of the slope.

5.2.7 Movements without loads: The cable of the skidder shall remain wound on the drum when the skidder is in motion without a load.

5.2.8 Hauling with horses: If hauling is done with horses:

- (a) the load shall be attached from the side; and
- (b) moving loads shall be followed from the rear.

§ 5.3 Bucking

5.3.1 Bucking with a power saw:

- (1) When bucking with a power saw, the personal protective equipment shall be the same as that worn for felling.
- (2) Before beginning bucking operations, the branches and scrubs around the tree shall be cleared.
- (3) Bucking shall be done from the uphill side of the log.

5.3.2. Bucking with a slasher (slashing): When bucking with a slasher:

- (a) the personal protective equipment shall be a hat, safety shoes, and hearing protectors if noise exceeds the maximum permissible levels at the job site, according to appendix 3 of the Regulation concerning commercial and industrial establishments;
- (b) the safety of other workers who might be within the working zone of a slasher shall not be comprised;
- (c) An appropriate system of communications shall be used between workers in order to accomplish any necessary manoeuvres in case of emergency and for safety purposes.

§ 5.4 Trucking of Timber

5.4.1 Capacity of equipment: The equipment used for loading logs shall have the appropriate capacity for the loads to be lifted.

5.1.2 Grillage et échelle: Tout camion affecté au transport du bois et dont le chargement mécanique nécessite l'intervention d'un travailleur sur la plate-forme de chargement du camion, doit être équipé:

- a) d'un grillage résistant en treillis métallique ou équivalent au-dessus de la cabine et facilement accessible au conducteur; et
- b) d'une échelle permettant l'accès à la partie supérieure de la charge.

5.1.3 Chargement de grumes:

- 1) Pour tout chargement de grumes:
 - a) une chaîne ou câble d'acier de sécurité doit être utilisé par rangées d'empilage;
 - b) le système de piquets et le contrôle du déclenchement du système de piquets doivent être construits solidement et approuvés;
 - c) le contrôle du déclenchement du système de piquets doit être placé en un endroit où le conducteur ne risque pas d'être touché par la charge ou une partie de la charge; et
 - d) les piquets de retenue doivent être suffisamment longs et solides pour retenir toute la charge de manière que celle-ci ne dépasse pas le haut des piquets; il ne faut pas utiliser de grumes ou d'autres pièces de bois à cette fin.
- 2) Si les grumes sont chargées dans une caisse:
 - a) le chargement doit avoir une hauteur compatible avec l'état des chemins d'exploitation et du camion; et
 - b) la caisse doit posséder dans sa partie supérieure des ridelles pour permettre au conducteur de voir son chargement et ainsi empêcher la projection de toute pièce de bois durant le chargement et les déplacements du camion.

5.1.4 Au moment où le chargeur dépose les grumes sur la plate-forme de chargement du camion, il ne doit y avoir personne près du point de dépôt des grumes.

5.1.5 Déchargement de grumes: Lors du déchargement d'un voyage de grumes:

- a) il ne doit se tenir personne sur la charge;
- b) il ne doit y avoir personne du côté du déchargement de la charge; et
- c) personne ne doit être dans la zone de danger lorsque le contrôle du déclenchement du système de piquets est actionné.

5.1.2 Screen and ladder: Any truck used for transporting timber whose loading mechanism requires the action of a worker on the truck platform, shall be equipped with:

- (a) a solid wire mesh screen or equivalent above the cab and easily accessible to the operator; and
- (b) a ladder allowing access to the highest part of the load.

5.1.3 Loading of logs:

- (1) For any loading of logs:
 - (a) a safety chain or wire rope shall be used for each pile of timber;
 - (b) the system of stakes and the releasing control for the staking system shall be solidly constructed and approved;
 - (c) the releasing control for the staking system shall be placed in a place where the operator does not risk being crushed by the load or any part of the load; and
 - (d) the holding stakes shall be sufficiently long and strong enough to hold the load in such a way that the load shall not exceed the top of the stakes; logs or timber shall not be used.
- (2) If the logs are loaded into a box:
 - (a) the load shall be of a height suitable for the condition of the roads and for the truck; and
 - (b) the top part of the box shall have side racks which allow the operator to see the load and prevent any piece of timber from falling while the truck is being loaded or is moving.

5.1.4 When loading logs on a truck, at the time the logs are deposited on the loading platform of the said truck, no one shall remain near the loading area.

5.1.5 Unloading of logs: When unloading logs:

- (a) no one shall be on the load;
- (b) no one shall be on the unloading side of the load;
- (c) no one shall be in the danger zone, when the releasing control for the staking system is released.

§ 5.5 Transport du bois par flottage

5.5.1 Jetées ou rampes:

- 1) Les jetées ou rampes servant à décharger le bois à l'eau doivent;
 - a) être construites avec un bloc d'arrêt solidement ancré; ou
 - b) comporter un câble de retenue en bon état:
 - i) solidement ancré;
 - ii) facilement accessible; et
 - iii) d'une longueur adaptée à l'arrêt désiré;
 - c) être nettoyées et bien entretenues.
- 2) Une bouée de sauvetage reliée à un câble de secours doit être placée bien en vue sur la jetée.

5.5.2 Gilet de sauvetage: Un gilet de sauvetage conforme aux articles 12.9.1 et 12.9.2 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux ou une ceinture de sécurité reliée à un câble de secours bien tendu et bien fixé doit être porté lors de travaux aux estacades, près des portes des grandes écluses ou de dalles de canalisation, sur les berges d'un cours d'eau ou en tout autre lieu où il y a danger de noyade. De plus, il faut prévoir des chaloupes de sauvetage sur les lieux dangereux.

5.5.3 Il faut exercer une surveillance continue des travailleurs dans les rapides et autres endroits où flotte du bois.

§ 5.6 Train de bois

5.6.1 Estacade: Là où il est nécessaire de tirer le bois avec un remorqueur, l'estacade doit être reliée au remorqueur par un câble de nylon ou l'équivalent qui permet une élongation susceptible d'éliminer le risque de chavirement.

5.6.2 Dispositif de guidage: Un dispositif de guidage doit être mis en place à l'arrière du remorqueur pour aligner le câble lorsqu'il tire un train de bois.

5.6.3 Selle: Le câble doit porter sur une selle facilement accessible, entre le treuil et le dispositif de guidage.

5.6.1 Équipement du remorqueur: Tout remorqueur doit être équipé des dispositifs suivants:

- a) pompes à l'eau;
- b) haches lourdes;
- c) extincteurs portatifs;

§ 5.5 Floating of Timber

5.5.1 Jetties or ramps:

- (1) The jetties or ramps used to unload timber into the water shall:
 - (a) be constructed with a stop block solidly anchored; or
 - (b) include a retaining cable in good condition:
 - (i) solidly anchored;
 - (ii) easily accessible;
 - (iii) of such length to allow the desired stop.
 - (c) be cleaned and be well maintained.
- (2) A life preserver fixed to a safety line shall be placed in full view on the jetty.

5.5.2 Life jacket: A life jacket in accordance with section 12.9.1 and 12.9.2 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments or safety belt attached to a life line that is tight and well anchored shall be worn while working on booms, near the gates of large locks or flumes, on water banks or in any place where there is danger of drowning. In addition, life boats shall be provided in dangerous areas.

5.5.3 A continuous surveillance of workers shall be exercised in rapids and in other areas where there is floating timber.

§ 5.6 Timber Raft

5.6.1 Boom: Where it is necessary to tow timber by means of a tug, the boom shall be attached to the tug by a nylon cable or the equivalent cable allowing sufficient extension to eliminate the risk of capsizing.

5.6.2 Guiding device: A guiding device shall be put in place on the stern of the tug to align the cable when the tug is towing a timber raft.

5.6.3 Plate: The cable shall run on a plate easily accessible between the winch and the guiding device.

5.6.1 Tug equipment: Any tug shall be equipped with:

- (a) water pumps;
- (b) heavy axes;
- (c) portable extinguishers;

- d) gilet de sauvetage pour chaque occupant; et
- e) bouées et chaloupes de sauvetage.

5.6.5 Passerelles, plates-formes et ponts: Les passerelles, les plates-formes et les ponts des remorqueurs doivent:

- a) être construits d'un matériau antidérapant; et
- b) comporter des garde-corps.

Section VI

EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS

6.1 Protection de la tête, des yeux, des oreilles: Le chef d'établissement doit s'assurer que le travailleur forestier:

- a) utilise un casque de sécurité homologué selon la norme *Industrial Protective Headwear* ACNOR Z94.1—1966. Ce casque doit être fourni par le chef d'établissement;
- b) porte un écran facial ou des lunettes de protection (*Eye Protectors* ACNOR Z94.3—1969) lorsqu'il est exposé à un danger pour les yeux ou la figure; et
- c) porte des protecteurs auriculaires (*Hearing Protectors* ACNOR Z94.2—1965) si le bruit dépasse au poste de travail la limite permise à l'annexe 3 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

6.2 Protection des pieds: Les chaussures de sécurité conçues pour les travailleurs forestiers doivent être conformes à la norme *Safety Footwear* ACNOR Z195—1970. Elles doivent être de type « usage modéré » et spécialement équipées d'une semelle rugueuse antidérapante.

6.3 Protection des jambes: Les genouillères portées pour les travaux d'abattage, de débardage et de tronçonnage avec une scie mécanique ou pour d'autres travaux qui nécessitent l'usage d'une scie mécanique doivent respecter les conditions suivantes:

- a) être de dimensions telles à protéger le genou et la jambe jusqu'à la hauteur des chaussures de sécurité; et
- b) être fait d'un matériau résistant aux entailles pendant un temps égal ou supérieur à 4 secondes lorsqu'une scie à chaîne électrique est utilisée pour couper à une vitesse de 14180 dents /minute.

6.4 Protection des mains: Une moufle (mitaine) de sécurité doit être portée à la main qui tient la poignée avant de la scie mécanique lorsqu'elle est en usage.

- (d) a life jacket for each occupant; and
- (e) a life preserver and life boat.

5.6.5 Gangways, platforms and bridges: Gangways, platforms and bridges of tugs shall.

- (a) be constructed of a non-skid material; and
- (b) include guard-rails.

Division VI

PERSONAL PROTECTIVE EQUIPMENT AND WELFARE OF WORKERS

6.1 Protection of head, eyes and ears: The head of establishment shall ensure that the forestry worker:

- (a) uses a certified safety hat in accordance with the standard *Individual Protective Headwear* CSA Z94.1—1966. This hat shall be provided by the head of establishment;
- (b) wears a face shield or protective glasses (*Eye Protectors* CSA Z94.3—1969) when exposed to any hazard to eyes or face; and
- (c) wears hearing protectors (*Hearing Protectors* CSA Z94.2—1965) if noise exceeds the permissible levels, at the job site according to Appendix 3 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments.

6.2 Protection of feet: Safety footwear designed for forestry workers shall conform to the requirements of the standard *Safety Footwear* CSA Z195—1970. They shall be the "medium duty" type of footwear and they shall have special non-skid rough soles.

6.3 Protection of legs: Knee-pads worn for felling, hauling and bucking with a power saw or for other work requiring the use of a power saw shall conform to the following conditions:

- (a) be of the appropriate size and protect the knee and leg to the height of the safety footwear; and
- (b) be of material that is resistant to cuts for a period equal to or superior to 4 seconds when the material is cut with an electric chain saw operating at a speed of 14180 teeth/minute.

6.4 Protection of hands: A safety mitten shall be worn on the hand placed on the upper handle of the saw when it is in use.

Des gants ou moufles (mitaines) à l'épreuve des picots doivent être portés lors des manipulations de câbles d'acier.

Gloves or mittens that are resistant to barbs shall be worn when handling steel wires.

6.5 Logement:

- 1) Lorsque les travailleurs forestiers travaillent en groupe à distance des campements principaux, le chef d'établissement doit leur fournir un abri temporaire avec chauffage. Cet abri ne doit pas servir comme dortoir.
- 2) Cet abri doit être d'une dimension convenable en égard au nombre de travailleurs forestiers et être équipé de tables.

6.5 Lodging: (1) When forestry workers work as a group at a distance from the main camps, the head of establishment shall provide them with temporary heated shelter. This shelter shall not be used as a dormitory.

(2) This shelter shall be of an appropriate dimension with respect to the number of forestry workers and equipped with tables.

6.6 Transport des travailleurs forestiers: Le transport des travailleurs forestiers doit s'effectuer par des véhicules conformes à la section XIII du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux. Toutefois, le transport d'au plus 2 travailleurs peut se faire sur une plate-forme métallique ajoutée à l'arrière d'une débardeuse.

6.6 Transportation of forestry workers: The transportation of forestry workers shall be done in vehicles complying with Division XIII of the Regulation concerning industrial and commercial establishments. However, transportation of not more than 2 workers may be done on a metal platform attached to a skidder.

243-o

243-o



Projet de règlement

Regulation draft

PROJET DE MODIFICATION

Coiffure — région de Sherbrooke

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Courmoyer, donne avis par les présentes conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret 255 du 5 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Radier l'Association patronale de la coiffure de Magog comme partie contractante de première part.

2. Ajouter les nouveaux articles 4-a et 8-a suivants au chapitre II (Définitions) du Statut du coiffeur constituant la première partie du présent décret:

«**4-a Assistant-coiffeur pour hommes:** Ce terme désigne toute personne ayant atteint l'âge de 16 ans et qui, dans le but exclusif d'assister le coiffeur dans ses opérations, rend les services suivants: shampooing, massage, traitement capillaire, démontage, flambage.

8-a Exécutant: Ce terme désigne toute personne qui exécute un travail régi par un décret ou une convention collective.»

3. Ajouter le second paragraphe suivant à l'article 40 du chapitre III (Dispositions relatives à l'apprentissage) du Statut du coiffeur constituant la première partie du présent décret:

«Toutefois, il sera permis dans tout salon de coiffure pour hommes d'avoir un assistant tel que défini à l'article 4-a pour 2 coiffeurs pour hommes qualifiés. Le taux de salaire applicable à cette classification sera celui prévu à l'Ordonnance numéro 4.»

4. Remplacer l'article 57 du chapitre IV (dispositions diverses) du Statut du coiffeur constituant la première partie u présent décret par le suivant:

«**57.** Lorsqu'une opération nécessite l'usage d'un produit, le prix de revient de tel produit sera déduit des recettes du coiffeur.»

DRAFT AMENDMENT

Hairdressers — Sherbrooke region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Courmoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Sherbrooke region rendered obligatory by Decree 255 of March 5, 1963 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. The "Association patronale de la coiffure de Magog" shall be deleted as contracting party to the first part.

2. The following new sections 4-a and 8-a shall be added to Chapter II (Definitions) of the Hairdresser's Code constituting the first part of this decree:

«**4-a. Assistant men's hairdressers:** This term designates any person at least 16 years of age who, with the sole objective of aiding the hairdresser in his operations, renders the following services: shampooing, message, scalp treatment, dismantling permanent waves, singeing.

8-a. Operator: This term designates any person who carries out an operation governed by a decree or a collective agreement."»

3. The following second subsection shall be added to section 40 of Chapter III (Provisions respecting Apprenticeship) of the Hairdresser's Code constituting the first part of this decree:

"However, it shall be permitted in any men's hairdressing salon to have an assistant such as defined in section 4-a for every two qualified men's hairdressers. The wage rate applicable to this classification shall be that provided for in Ordinance No. 4."»

4. Sections 57 of Chapter IV (Miscellaneous Provisions) of the Hairdresser's Code constituting the first part of this decree shall be replaced by the following:

«**57.** When an operation requires the use of a product, the cost price of such product shall be deducted from the receipts of the hairdresser."»

5. Remplacer l'article 101 par le suivant:

«101. **Jours chômés:** Il n'y a pas de travail le dimanche, du 1er au 9 janvier inclusivement ou au 10 janvier si le 9 tombe un vendredi; le 24 juin et le 1er juillet ou le mardi suivant si ces deux fêtes tombent un dimanche ou un lundi; le jour de Pâques et les lundi et mardi de Pâques; le jour et le lendemain de l'Action de Grâce, le jour de Noël et le 26 décembre; tout autre jour par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.»

6. À l'article 104, remplacer les mots «1 heure pour le repas du soir» par «1/2 heure pour le repas du soir».

7. À l'article 110, remplacer les mots «sans réduction de son salaire de base» par «calculé selon son salaire moyen».

8. Remplacer l'article 116 (Salaires minima) par le suivant:

«116. **Salaires minima:** Le salaire minimum pour les salariés réguliers, surnuméraires et les apprentis chez les coiffeurs pour hommes sont les suivants:

Classe «A»: Réguliers \$100.00 minimum par semaine, à raison de \$2.30 l'heure ou 60% des recettes de son travail, soit la façon la mieux rémunérée.

Classe «B»: Réguliers \$80.00 minimum par semaine, à raison de \$1.82 l'heure ou 45% des recettes de son travail, soit la façon la mieux rémunérée.

Surnuméraires: (soit Classe «A» ou classe «B») le taux horaire majoré de 10% ou 50% des recettes de son travail, soit la façon la mieux rémunérée.

Coiffeurs pour Hommes (apprentis)

1re année: 70% du taux de l'Ordonnance numéro 4 en vigueur à la date;

2e année: 80% du taux de l'Ordonnance numéro 4 en vigueur à la date;

3e année: 90% du taux de l'Ordonnance numéro 4 en vigueur à la date ou 40% de la totalité de ses recettes, soit la façon la mieux rémunérée.

9. Remplacer l'article 117 (Durée du travail) par le suivant:

«117. a) **Durée du travail:** La semaine normale de travail d'un coiffeur pour hommes est d'un minimum et d'un maximum de 44 heures réparties sur 5 jours.

b) **Horaires de travail:** Les heures d'ouverture des salons de coiffure pour hommes sont celles établies par le bill 24 (Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux).

5. Section 101 shall be replaced by the following:

“101. **Holidays:** No work shall be performed on Sunday, from January 1 to 9 inclusively or on the 10th if the 9th is a Friday; June 24 and July 1 or the following Tuesday if these two holidays fall on a Sunday or a Monday; Easter; Thanksgiving Day and the day after; Christmas Day and December 26; any other day by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.”

6. In section 104, the words “another hour for the evening meal” shall be replaced by the words “1/2 hour for the evening meal”.

7. In section 110, the words “without loss of wages” shall be replaced by “computed according to his average wage”.

8. Section 116 (Minimum Wage) shall be replaced by the following:

“116. **Minimum Wage:** The minimum wage for permanent and occasional employees and apprentices of men's hairdressers shall be the following:

Class “A”: Permanent employee \$100.00 minimum per week, at a rate of \$2.30 per hour or 60% of the receipts of his work, whichever is the higher wage.

Class “B”: Permanent employee \$80.00 minimum per week, at a rate of \$1.82 per hour or 45% of his work's receipts, whichever is the higher wage.

Occasional employee: (either class “A” or Class “B”) the hourly rate increased by 10% or 50% of his work's receipts, whichever is the higher wage.

Men's hairdressing (apprentice)

1st year: 70% of the rate in Ordinance No. 4 in force at that time;

2nd year: 80% of the rate in Ordinance No. 4 in force at that time;

3rd year: 90% of the rate in Ordinance No. 4 in force at that time or 40% of the total receipts.

9. **Section 117** (Duration of work) shall be replaced by the following:

“117 (a) **Duration of work:** The standard workweek for men's hairdressers is never more or less than 44 hours scheduled over 5 days.

(b) **Work hours:** Opening hours for men's hairdressing salons are those established by Bill 24 (Act respecting work hours in commercial establishments).

c) **Heures supplémentaires:** Tout travail exécuté en sus des heures normales entraîne une majoration de 50% du taux normal de salaire.

d) **Congé hebdomadaire:** Tout travail exécuté par un salarié pendant son congé hebdomadaire entraîne une majoration de 50% du taux normal de salaire.»

10. Remplacer l'article 120 (Prix minima) par le suivant:

«**120.** Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services énumérés ci-dessous:

(c) **Overtime:** Any work performed in excess of the standard hours shall be paid at time and one half the standard wage rate.

(d) **Weekly leave:** Any work performed by an employee during his weekly leave shall be paid at time and one half the standard wage rate.

10. Section 120 (Minimum prices) shall be replaced by the following:

“**120.** Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

	Prix demandés		Prix actuels	
	Price requested		Actual price	
	Zone I	Zone II	Zone I	Zone II
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes / <i>Ordinary haircut for adults</i>	\$2.75	\$2.50	\$1.75	\$1.50
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans / <i>Ordinary haircut for children under 14</i>	2.00	1.75	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour adultes / <i>Brushcut for adults</i>	3.00	2.75	2.00	1.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans / <i>Brushcut for children under 14</i>	2.25	2.00	1.25	1.15
Coupe au rasoir / <i>Razor cut</i>	3.25	3.00	2.25	1.75
Coupe au rasoir y compris shampooing et ondulation / <i>Razor cut including shampoo and setting</i>	5.50	5.00	4.00	3.50
Barbe / <i>Shave</i>	2.25	2.25	1.25	1.00
Support de mise en plis comprenant lotion du support, shampooing, montage du cheveu et coiffage / <i>Body perms including lotion, shampooing, setting and comb-out</i>	14.00	14.00	—	—
Teinture du cheveu incluant shampooing et mise en plis / <i>Dyeing of hair including shampoo and setting</i>	9.00	9.00	—	—
Rinçage colorant incluant shampooing et mise en plis / <i>Hair rinse including shampoo and setting</i>	8.00	8.00	—	—
Shampooing / <i>Shampoo</i>	1.75	1.75	1.25	1.00
Ondulation / <i>Waving</i>	2.75	2.75	1.25	1.00
Ondulation incluant shampooing (deal) / <i>Setting including shampoo (deal)</i>	4.25	4.25	—	—
Lotion, tonique / <i>Lotion, tonic</i>	0.75	0.75	0.50	0.35
Massage facial / <i>Facial massage</i>	2.75	2.75	1.50	1.25
Massage du cuir chevelu / <i>Scalp massage</i>	1.25	1.25	—	—
Flambage / <i>Singeing</i>	1.50	1.50	0.50	0.25
Aiguisage de rasoir / <i>Razor honing</i>	1.00	1.00	1.00	0.75

Postiches et perruques / Wigs and hairpieces

Toupet / Hairpiece:

Installation / <i>Installation</i>	40.00	40.00	—	—
Teinture / <i>Dyeing</i>	12.00	12.00	—	—
Nettoyage et coiffage / <i>Cleaning and styling</i>	6.95	6.95	—	—
Plaçage / <i>Placing</i>	3.95	3.95	—	—

Il est nécessaire à tout individu qui installe un toupet, prothèse capillaire, perruque ou coiffure artificielle (tous synonymes), de travailler régulièrement et à plein temps comme coiffeur pour hommes dans le district où il exécute cettedite ou cesdites opérations.»

Any person placing a toupet, artificial hairpiece, wigs or artificial styling (all synonyms) shall work regularly and full-time as a men's hairdresser in the district where he performs the said operations.”

11. Remplacer l'article 121 (prorata des apprentis) par le suivant:

« **121. Prorata des apprentis:** Dans tout salon de coiffure pour hommes, il est permis d'avoir un (1) apprenti par coiffeur compétent, avec un maximum de 4 par salon.

La présence de l'assistant-coiffeur pour hommes étant un apprenti fréquentant une école de coiffure ne saurait affecter ce prorata à condition qu'il n'exécute que les opérations énumérées à l'article 4-a. »

12. Remplacer le paragraphe *d* de l'article 122 par le suivant:

« **d** Notwithstanding les 3 paragraphes *a, b, c* qui précèdent, quand il y a plusieurs salariés dans un salon de coiffure pour hommes, les congés annuels sont pris sur une base rotative. Le salarié bénéficie de 2 semaines consécutives de congé annuel payé à raison de 4% du salaire gagné. Cette période de congé est déterminée après entente intervenue au moins 30 jours à l'avance entre l'employeur et le salarié. »

13. Remplacer l'article 122-a par le suivant:

« **122-a.** Tout coiffeur pour hommes ne peut prendre en location un fauteuil, de l'équipement ou une partie d'un salon de coiffure pour hommes, soit du propriétaire ou du locataire de ce salon ou d'un des salariés. Cependant, un coiffeur pour hommes qualifié qui est présentement locataire conserve ses droits mais ne peut les transmettre à un autre. »

14. Ajouter le nouvel article 123-a à la section IV (Dispositions particulières concernant les coiffeurs pour dames):

« **123-a. (Jours chômés):** Nonobstant l'article 101, il n'y a pas de travail le dimanche, le premier jour de l'An, le 2 janvier, la fête de la Reine, le jour de l'Action de Grâce, le jour de Noël et le 26 décembre.

Tous les jours de fête doivent être payés, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de réduction de salaire pour le salarié. Tout salarié au service d'un employeur professionnel a droit à 3 jours de congé de maladie payés après un (1) an de service.

Dans les zones «A» et «B» le premier mardi de novembre et de décembre est chômé en remplacement de la Toussaint et de l'Immaculée Conception.

15. Remplacer l'article 124 (Salaires minima) par le suivant:

« **124.** Le salaire minimum des salariés permanents des classes «A» et «B» est celui de l'Ordonnance numéro 4 majoré de \$0.10 l'heure avec 20% de commission sur l'excédent des recettes du double du salaire de base.

11. Section 121 (Prorata of apprentices) shall be replaced by the following:

« **121. Prorata of apprentices:** In any men's hairdressing salon, it is permissible to have one (1) for each qualified hairdresser, with a maximum of 4 per salon.

The presence of an assistant men's hairdresser who is an apprentice attending a hairdressing school is not included in this prorata except if he performs the operations listed in section 4-a. »

12. Subsection *d* of section 122 shall be replaced by the following:

« **(d)** Notwithstanding the 3 subsections *a, b, c* which precede, when there are several employees in a hairdressing salon, annual vacations are to be taken on a rotating system. The employee has the right to 2 consecutive weeks' annual vacation paid at a rate of 4% of the wages earned. This vacation period is determined after an agreement reached at least 30 days in advance between the employer and the employee. »

13. Section 122-a shall be replaced by the following:

« **122-a.** No men's hairdresser may rent a chair, equipment or part of a men's hairdressing salon from either the proprietor or tenant of such salon or from one of his employees. However, a qualified men's hairdresser who is now a tenant retains his rights but may not transfer them to another. »

14. The new section 123-a shall be added to Part IV (Special provisions concerning ladies' hairdressers).

« **123-a (Paid general holidays):** Notwithstanding section 101, no work shall be performed on Sunday, New Year's Day, January 2, the Queen's Birthday, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

All the general holidays shall be paid; there shall be no reduction from the employee's wages. Any employee in the service of a professional employer has the right to 3 paid days of sick leave after one year of service.

In zones "A" and "B" the first Tuesday of November and December are paid general holidays All Saints' Day and the Immaculate Conception.

15. Section 124 (Minimum wages) shall be replaced by the following:

« **124.** The minimum wage rate of permanent employees of classes "A" and "B" are those of Ordinance No. 4 increased by \$0.10 per hour with a 20% commission on the surplus of receipts which are twice the basic wage.

Le salaire minimum des surnuméraires (moins de 40 heures) est celui de l'Ordonnance numéro 4 majoré de \$0.30 l'heure.

Le salaire minimum des apprentis est le suivant:

1re année: 50% du taux de l'Ordonnance 4

2e année: 60% du taux de l'Ordonnance 4

3e année: 70% du taux de l'Ordonnance 4»

16. À l'article 125, remplacer l'exception 4 par la suivante:

«4. Dans les zones «A» et «B» le premier mardi de novembre et de décembre sont des jours chômés en remplacement de la Toussaint et de l'Immaculée-Conception.»

17. Remplacer l'article 126 (Durée du travail) par le suivant:

«126. a) La semaine normale de travail d'un salarié coiffeur pour dames permanent est d'un minimum de 40 heures par semaine réparties sur 5 jours de travail.

b) **Heures supplémentaires:** Après 45 heures, le taux horaire est majoré de 50% du taux effectivement payé.

c) **Rappel au travail:** Dans les 2 zones, tout salarié rappelé au travail doit recevoir une indemnité minimale égale à 3 heures au taux régulier.»

18. Remplacer l'article 127 (Prix minima des services, zones «A» et «B») par le suivant:

«127. Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services énumérés ci-dessous:

	Prix demandés	Prix actuels
Ondulation permanente à froid (shampooing inclus)	\$ 7.00	\$ 7.00
Coupe de cheveux complète, ciseaux ou rasoir (adultes ou enfants) ..	2.50	1.25
Ondulation	2.75	1.75
Teinture (ondulation non incluse) ...	7.00	7.00
Retouche de teinture et shampooing colorant oxydant (ondulation non incluse)	6.00	5.00
Shampooing colorant non oxydant (ondulation non incluse)	4.00	3.00
Décoloration (ondulation non incluse) .	8.00	7.00
Retouche de décoloration (ondulation non-incluse).....	6.00	5.00
Manucure	2.00	1.00
Massage facial	3.00	1.50
Épilation des sourcils	2.00	0.50

The minimum wage rate of occasional employees (less than 40 hours) is that of Ordinance No. 4 increased by \$0.30 per hour.

The minimum wage rate of apprentices is the following:

1st year: 50% of the rate in Ordinance No. 4

2nd year: 60% of the rate in Ordinance No. 4

3rd year: 70% of the rate in Ordinance No. 4''

16. In section 125, exception 4 shall be replaced by the following:

''4. In zones ''A'' and ''B'' the first Tuesday of November and December are paid general holidays replacing All Saints' Day and the Immaculée Conception.''

17. Section 126 (Duration of work) shall be replaced by the following:

''126. (a) The standard workweek of a permanent ladies' hairdressing salon is a minimum of 40 hours per week scheduled over 5 workdays.

(b) **Overtime:** After 45 hours, the hourly rate is increased by 50% of the rate paid.

(c) **Work recall:** In the 2 zones, any employee recalled to work shall receive a minimum pay equal to 3 hours at the standard rate.''

18. Section 127 (Minimum prices or services, zones ''A'' and ''B'') shall be replaced by the following:

''127. Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed hereafter:

	Price requested	Actual price
Cold permanent wage (including shampoo)	\$ 7.00	\$ 7.00
Complete haircut, scissors or razor (adults or children)	2.50	1.25
Setting	2.75	1.75
Dyeing (setting not included)	7.00	7.00
Retouching of dyed hair and oxidizing tinting shampoo (setting not included)	6.00	5.00
Tinting shampoo without oxidizing agent (setting not included)	4.00	3.00
Bleaching (setting not included)	8.00	7.00
Retouching of bleaching (setting not included)	6.00	5.00
Manicure	2.00	1.00
Facial massage	3.00	1.50
Depilation of eyebrows	2.00	0.50

Traitement du cuir chevelu	2.00	1.00	Scalp treatment	2.00	1.00
Shampooing ordinaire	1.00	0.75	Shampoo	1.00	0.75
Rinçage colorant	1.00	0.50	Color rinse	1.00	0.50

N.B. Les prix minimaux fixés ci-dessus s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. Une hausse de prix de 10% prendra effet automatiquement 6 mois après la date de l'arrêté en conseil sur tous ces items.

Ajouter le nouvel article 129-a suivant:

«**129-a.** Il est interdit à tout propriétaire, co-propriétaire, actionnaire ou compagnie de salon de coiffure de louer ou de sous-louer une partie des fauteuils, une partie de l'équipement ou une partie d'une aire dans un salon de coiffure pour y exercer un travail qui fait l'objet d'un champ d'application professionnel du présent décret.

Tout coiffeur pour dames ne peut prendre en location un fauteuil, de l'équipement ou une partie d'un salon de coiffure pour dames, soit du propriétaire ou du locataire de ce salon ou d'un des salariés.»

20. À l'article 131 (Durée du décret) remplacer les mots « jusqu'au 1er mars 1969 » par « jusqu'au 15 juin 1974 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre,

243-o

N.B. The minimum prices fixed above also apply when work is performed on a wig or hairpiece. A 10% price increase shall go into effect automatically 6 months after the date of the Order in Council concerning all these items.

The following new section 129-a shall be added:

“**129-a** No proprietor, co-proprietor, shareholder or hairdressing salon company may rent or sub-rent any of the chairs, any part of the equipment or any part of the surface area in a hairdressing salon to perform an operation which is the object of the professional jurisdiction of this decree.

No ladies' hairdresser may rent a chair, equipment or part of a ladies' hairdressing salon, either from the proprietor or tenant of this salon or from one of its employees.”

20. In section 131 (term of decree) the words “until March 1, 1969” shall be replaced by June 15, 1974”.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,

243-o

LOI DE LA PROTECTION DE LA
SANTÉ PUBLIQUE
(L.Q., 1972, ch. 42)

Projet de Règlement

Le ministre des affaires sociales donne avis conformément à l'article 50 de la Loi de la protection de la santé publique, qu'il soumettra le projet de règlement ci-joint dans 90 jours à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Toute personne qui a quelque commentaire à formuler sur ce projet de règlement est priée de les transmettre avant l'expiration de ce délai de 90 jours.

Le ministre des affaires sociales,
CLAUDE CASTONGUAY.

Règlement en vertu de la Loi de la
protection de la santé publique

Preliminaires

INTERPRÉTATION

0.1.1 Loi: Dans le présent règlement, le mot «Loi» signifie la Loi de la protection de la santé publique (L.Q., 1972, ch. 42).

0.1.2 Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

- a) «accouchement»: l'expulsion ou l'extraction complète de l'organisme maternel humain d'un produit de conception pesant plus de 500 grammes, vivant ou non;
- b) «agent infectieux»: êtres microscopiques comme les virus, microbes, bactéries, rickettsies, champignons ou tous microorganismes pathogènes, protozoaires ou parasites animaux capables de causer une maladie infectieuse chez l'homme ou chez l'animal;
- c) «certificat de santé»: document signé par un médecin, attestant de l'état de santé d'une personne;
- d) «crémation» ou «incinération»: action de brûler les corps d'êtres humains décédés;
- e) «crématorium»: installation aménagée dans le but de procéder à la crémation ou à l'incinération des corps d'êtres humains décédés;
- f) «columbarium»: installation aménagée dans le but de recevoir les cendres des corps d'êtres humains décédés ayant subi une crémation ou une incinération;

PUBLIC HEALTH PROTECTION ACT
(S.Q., 1972, ch. 42)

Draft Regulation

Pursuant to section 50 of the Public Health Protection Act, the Minister of Social Affairs gives notice that, upon the expiry of 90 days, he will submit the draft regulation annexed hereto for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Every person who wishes to comment on this draft regulation is asked to do so before the expiry of the said 90-day period.

CLAUDE CASTONGUAY,
Minister of Social Affairs.

Regulation respecting the Public
Health Protection Act

Preliminaries

INTERPRETATION

0.1.1 Act: In this Regulation, the word "Act" means the Public Health Protection Act (S.Q., 1972, ch. 42).

0.1.2 Definitions: In this Regulation, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

- (a) "confinement": the complete expulsion or extraction from its mother of a foetus weighing more than 500 grams, showing sign of life or not;
- (b) "infectious agent": microscopic beings such as virus, microbes, bacteria, rickettsiae, fungi or any pathogenic microorganism, protozoa or animal parasite capable of causing an infectious disease in man or animals;
- (c) "health certificate": document signed by a physician, attesting to the state of health of a person;
- (d) "cremation" or "incineration": act of burning the bodies of deceased persons;
- (e) "crematorium": an installation designated for the purpose of cremating or incinerating the bodies of deceased persons;
- (f) "columbarium": an installation designated for the purpose of receiving the ashes of the bodies of deceased persons having undergone cremation or incineration;

- g)** «camps forestiers» ou «installations temporaires»: l'ensemble des installations qu'un employeur établit pour loger des personnes à son emploi aux fins de l'exécution de travaux d'exploitation forestière ou minière, de voie ferrée, de voirie, de barrage, de scierie ou autres analogues;
- h)** «désinfection»: la destruction de la vitalité des agents infectieux pathogènes par l'application directe de procédés physiques ou chimiques;
- i)** «désinfestation»: l'application de tout procédé physique ou chimique servant à exterminer les petites espèces animales indésirables comme les arthropodes et les rongeurs, qui infestent les individus, les vêtements, les animaux domestiques ou le milieu extérieur;
- j)** «embaumer»: action de préparer, de désinfecter et de préserver les corps d'êtres humains décédés en vue de leur enterrement, crémation ou incinération;
- k)** «embaumeur»: toute personne qui procède à la préparation, la désinfection et la préservation des corps d'êtres humains décédés pour fins d'enterrement, de crémation ou d'incinération;
- l)** «établissement»: tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48);
- m)** «isolement»: la séparation d'une personne des autres personnes;
- n)** «manipulateur d'aliments»: une personne qui produit, prépare, conditionne, transporte ou dispense un aliment ou un breuvage;
- o)** «porteur de germes»: une personne qui, sans présenter les symptômes d'une maladie à déclaration ou traitement obligatoire héberge en elle-même l'agent causal de cette maladie et, en conséquence peut le disséminer;
- p)** «quarantaine»: la limitation de la liberté de déplacement de personnes bien portantes ou d'animaux domestiques sains;
- q)** «restes humains»: parties de corps d'un être humain décédé ou parties détachées du corps d'un être humain vivant;
- r)** «services de santé courants»: services de santé d'ordre général, y compris le traitement des urgences mineures, la distribution des soins essentiels à la survie et le transport à un centre hospitalier;
- s)** «technologiste médical»: toute personne membre en règle de la Corporation des Technologistes Médicaux de la province de Québec.
- (g)** "forest camps" or "temporary installations": the overall installations that an employer establishes to lodge those persons in his employ for the purposes of carrying out forestry or mining, railroad, road, dam, saw-mill or other similar works;
- (h)** "disinfection": the destruction of the vitality of pathogenic infectious agents by the direct application of physical or chemical processes;
- (i)** "disinfestation": the application of any physical or chemical process used to exterminate small undesirable animal species such as arthropods and rodents which infest individuals, clothing, domestic animals or the outside milieu;
- (j)** "embalming": the act of preparing, disinfecting and preserving the bodies of deceased persons for their burial, cremation or incineration;
- (k)** "embalmer": any person who prepares, disinfects and preserves the bodies of deceased persons for burial, cremation or incineration purposes;
- (l)** "establishment": any establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (S.Q., 1971, ch. 48);
- (m)** "isolation": the separation of one person from other persons;
- (n)** "food handler": a person who produces, prepares, conditions, carries or dispenses food or beverages;
- (o)** "germ carrier": a person who, without showing the symptoms of a disease that must be declared or a disease entailing compulsory treatment, carries within his or her body the causal agent of such disease and can therefore disseminate it;
- (p)** "quarantine": the limitation of freedom of movement of healthy persons or healthy domestic animals;
- (q)** "human remains": parts of the body of a deceased person or a part detached from the body of a living person;
- (r)** "standard health services": general health services including the treatment of minor emergencies, the distribution of essential care for survival and the transport to a hospital centre;
- (s)** "medical technologist": every person who is a member in good standing of The Professional Corporation of Medical Technologists of Québec.

Chapitre I

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES, DE MARIAGES, DE DÉCÈS, AVIS DE DIVORCE ET DE NULLITÉ DE MARIAGE

Dispositions générales

1.001 Transmission: Les déclarations faites en vertu des articles 38, 39 et 40 de la Loi doivent être signées par le déclarant et transmises par courrier au registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec.

Les déclarations sont faites suivant les formulaires produits en annexe au présent règlement et le déclarant doit fournir tous les renseignements requis par ces formulaires.

1.002 Erreur: Une personne qui signe ou transmet une déclaration conformément aux articles 38, 39 ou 40 de la Loi doit sans délai adresser un avis de correction si elle se rend compte par la suite qu'elle a commis une erreur ou si elle obtient une information supplémentaire; elle doit fournir à l'appui de ses prétentions toute preuve documentaire en sa possession.

1.003 Enquête: Le ministre peut demander à un enquêteur de procéder à une enquête pour établir la véracité d'une déclaration ou obtenir un renseignement dont il a droit de prendre connaissance; le ministre peut charger l'enquêteur de faire lui-même une déclaration qui n'a pas été faite.

1.004 Lorsqu'une déclaration incomplète lui est adressée, le ministre, ou toute personne qu'il autorise, peut la retourner au déclarant ou à toute autre personne susceptible de fournir les renseignements manquants et demander qu'elle soit complétée et retournée dans les 30 jours.

1.005 Les renseignements sont fournis au meilleur de la connaissance personnelle du déclarant, lequel doit indiquer son absence de connaissance personnelle de certains faits ou sa source d'information s'il y a lieu.

1.006 Le ministre, ou toute personne qu'il autorise, peut procéder à la correction de toute déclaration faite en vertu des articles 38, 39 et 40 lorsqu'il vient à sa connaissance que telle correction est nécessaire pour rendre la déclaration conforme à la réalité.

Section 1

DÉCLARATIONS DE NAISSANCE

1.101 Contenu de la déclaration: Une déclaration de naissance au sens de l'article 38 de la Loi doit être faite à l'occasion de chaque accouchement.

Chapter I

DECLARATIONS OF BIRTH, MARRIAGE AND DEATH AND NOTICES OF DIVORCE AND ANNULMENT OF MARRIAGE

General provisions

1.001 Transmission: The declarations made under sections 38, 39 and 40 of the Act shall be signed by the declarant and mailed to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec.

The declarations shall be made in the forms annexed to this Regulation and the declarant shall give all information required in the said forms.

1.002 Error: A person who signs or sends a declaration in accordance with sections 38, 39 or 40 of the Act shall immediately give notice of an erratum if he discovers thereafter that he has made a mistake or if he obtains additional information; he shall provide, in support of his claims, all documentary proof in his possession.

1.003 Inquiry: The Minister may ask an investigator to make an inquiry to establish the truth of a declaration or obtain information which he is legally entitled to; the Minister may require that the investigator himself make a declaration which has not been made.

1.004 When an incomplete declaration has been addressed to him, the Minister or any person authorized by him may return it to the declarant or to any other person who might provide the missing information and ask that it be completed and returned within 30 days.

1.005 Information shall be given according to the best personal knowledge of the declarant who must indicate his lack of personal knowledge regarding certain facts and his source of information where necessary.

1.006 The Minister or any person authorized by him may correct any declaration made under sections 38, 39 and 40 when he is informed that such correction is necessary to render the declaration conformable to reality.

Division 1

DECLARATIONS OF BIRTH

1.101 Contents of the declaration: A declaration of birth within the meaning of section 38 of the Act shall be made at each confinement.

S'il s'agit d'une naissance vivante, le formulaire RP10 produit en annexe au présent règlement doit être rempli.

S'il s'agit d'un enfant mort-né, le formulaire RP40 doit être rempli.

Tout formulaire rempli doit être transmis au registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après l'accouchement.

1.102 Établissement: Lorsqu'un accouchement a lieu dans un établissement, il appartient au directeur général de voir à ce que la déclaration de naissance soit remplie et transmise conformément à la Loi et au présent règlement.

Si l'accouchement a lieu hors d'un établissement, chaque personne mentionnée à la présente section est responsable de voir à ce que la déclaration soit remplie et transmise.

1.103 Qui peut déclarer: Si aucun médecin n'a assisté la mère, le formulaire doit être rempli par l'infirmière, la sage-femme ou la personne qui l'a assistée.

1.104 Jumeaux: Si un accouchement donne lieu à plus d'un produit de conception, un formulaire doit être rempli pour chaque enfant mort ou vivant et l'ordre d'arrivée doit être indiqué.

1.105 Le déclarant remet à la mère de l'enfant, à son père ou à son gardien une attestation qu'une déclaration de naissance a été faite conformément à la Loi et au présent règlement.

1.106 Enfant trouvé: Un établissement, un organisme ou une famille qui accepte de prendre en charge un enfant trouvé vivant et apparemment âgé de moins d'un an, doit remplir et transmettre un formulaire RP10 dans les 8 jours qui suivent cette prise en charge; la mention «enfant trouvé» doit alors être inscrite au lieu et place des informations non disponibles.

1.107 Le fonctionnaire de l'état civil qui rédige un acte de naissance conformément au Code civil doit exiger que lui soit remise une attestation de la déclaration de naissance; si aucune attestation ne lui est remise, le fonctionnaire de l'état civil doit faire une déclaration suivant le formulaire RP10 produit en annexe au présent règlement et le transmettre de la manière prévue à l'article 1.101.

Section 2

DÉCLARATIONS DE MARIAGE

1.201 Contenu de la déclaration: Une déclaration de mariage au sens de l'article 39 de la Loi doit être faite par le célébrant suivant le formulaire RP20 produit en annexe au présent règlement.

If it consists in a live birth, Form RP10 annexed to this Regulation must be completed.

If it consists in a stillbirth, Form RP40 must be completed.

Every form which has been completed shall be sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later than 8 days following a confinement.

1.102 Establishment: When a confinement takes place in an establishment, the general manager shall ensure that the declaration of birth is completed and sent in accordance with the Act and this Regulation.

Where the confinement takes place other than in an establishment, every person mentioned in this Division shall ensure that the declaration is completed and sent.

1.103 Who may declare: Where no physician has attended the mother, the form shall be completed by the nurse, midwife or person who attended her.

1.104 Twins: Where more than one offspring is born at a confinement, a form shall be completed for every child showing sign of life or not and the order of arrival shall be indicated.

1.105 The declarant shall give the child's mother, father or guardian an attestation that a declaration of birth was made in accordance with the Act and this Regulation.

1.106 Foundling: An establishment, body or family which accepts the care of a child who is found alive and who is apparently under one year of age shall fill in and send Form RP10 within 8 days following such decision to care for the child; the mention "foundling" must then be entered in the "unavailable information" section.

1.107 The civil status officer who draws up a birth certificate in accordance with the Civil Code must require that an attestation of the declaration of birth be remitted to him; if no attestation has been remitted to him, the civil status officer shall make a declaration in Form RP10 annexed to this Regulation and send it in the manner prescribed in section 1.101.

Division 2

DECLARATIONS OF MARRIAGE

1.201 Contents of the declaration: A declaration of marriage within the meaning of section 39 of the Act must be made by the celebrant in accordance with Form RP20 annexed to this Regulation.

1.202 Transmission: Le formulaire dûment rempli doit être transmis au registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après la célébration du mariage. Une copie du formulaire doit en outre être adressée aux époux.

Section 3

DÉCLARATIONS DE DÉCÈS

1.301 Contenu de la déclaration: Une déclaration de décès au sens de l'article 40 de la Loi doit être effectuée suivant le formulaire RP30 produit en annexe au présent règlement et transmise au registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 72 heures après le décès.

1.302 Cause de la mort: La cause de la mort doit être indiquée de la façon la plus précise possible, exposant le nom de la maladie dont souffrait le décédé ou, en cas de mort violente, les circonstances de la mort.

1.303 Délai: Lorsqu'un décès survient dans un établissement, la partie de la déclaration relative à la certification médicale du décès doit être remplie dans les 12 heures qui suivent le décès.

1.304 Condition préalable: Un embaumeur, un directeur de funérailles ou une autre personne ne peut prendre possession d'un cadavre ni effectuer sur lui quelque opération sans que lui soit remise une copie de la déclaration de décès; il doit la conserver pendant au moins 5 années dans un endroit facile d'accès et l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

1.305 Le déclarant doit indiquer l'endroit et le moment précis du décès.

1.306 Navire: Un décès survenant à bord d'un navire doit être déclaré si la personne décédée résidait au Québec, si le navire a son port d'attache au Québec ou si, au moment du décès, ce navire se trouvait au Québec ou à moins de 12 milles des côtes du territoire québécois.

1.307 Jugement déclaratif de décès: Lorsqu'un jugement déclaratif de décès est prononcé, le protonotaire du district où le jugement est rendu doit transmettre sans délai, à l'adresse mentionnée à l'article 2.301, une copie du certificat de décès qu'il délivre conformément à l'article 72 du Code civil.

1.308 Cadavres trouvés: Lorsqu'un cadavre est trouvé et que le coroner ne fixe pas la date et le lieu du décès, le ministre ou toute personne autorisée par lui peut déterminer le lieu du décès comme étant l'endroit où le cadavre a été découvert et la date comme étant le point milieu entre

1.202 Transmission: The duly completed form must be sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later than 8 days after the solemnization of the marriage. A copy of the form must, moreover, be addressed to the married couple.

Division 3

DECLARATIONS OF DEATH

1.301 Contents of the declaration: A declaration of death within the meaning of section 40 of the Act must be made in Form RP30 annexed to this Regulation and sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later than 72 hours after death.

1.302 Cause of death: The cause of death must be indicated in the most precise manner possible, stating the name of the disease from which the deceased person suffered or, in the case of violent death, the circumstances of death.

1.303 Time limit: When death occurs in an establishment, the part of the declaration relating to the medical certification of death must be completed within 12 hours after the time of death.

1.304 Preliminary condition: No embalmer, funeral director or other person may take possession of a body or carry out any operation on such body without having been given a copy of the declaration of death; he must keep it for at least 5 years in a readily accessible place and exhibit it, upon request, to any investigator appointed under the Act.

1.305 The declarant must indicate the place and precise time of death.

1.306 Ship: A death which occurred aboard a ship must be declared if the deceased person resided in Québec, if the ship's home port is in Québec, or if, at the moment of the death, the said ship was in Québec or less than 12 miles from the shores of the territory of Québec.

1.307 Declaratory judgment of death: When a declaratory judgment of death is pronounced, the protonotary of the district where the judgment is rendered shall send at once to the address mentioned in section 2.301 a copy of the certificate of death which he shall deliver in accordance with article 72 of the Civil Code.

1.308 Bodies found: When a body is found and the coroner has not fixed the date and place of death, the Minister or any person authorized by him may determine the place of death as being the place where the body was discovered and the date as being the middle point between the person's

le moment de la disparition de la personne et le moment de la découverte de son cadavre; si le moment de la disparition n'est pas connu, le moment de la découverte du cadavre est considéré comme la date du décès.

1.309 Certaines maladies: Lorsqu'une personne meurt du choléra, de la variole, du typhus ou du charbon, mention spécifique doit en être faite à la déclaration.

Section 4

DÉCLARATIONS D'ADOPTION

1.100 Lorsqu'un jugement d'adoption est prononcé, le protonotaire du district où le jugement est rendu ou les personnes déclarées parents adoptifs en vertu d'un jugement d'adoption prononcé hors du Québec doivent adresser copie de ce jugement au ministre sans délai, à l'adresse mentionnée à l'article 2.001.

Chapitre II

LES MALADIES

Section 1

LES MALADIES À DÉCLARATION OBLIGATOIRE

2.101 Liste des maladies à déclaration obligatoire: Les maladies suivantes sont à déclaration obligatoire:

- a) la peste;
le choléra;
le charbon;
la variole;
le botulisme;
- b) la rage;
la diphtérie;
la tuberculose;
la poliomyélite et syndrome paralytique d'allure virale;
l'hépatite infectieuse et sérique;
le typhus;
la fièvre récurrente;
la fièvre typhoïde et paratyphoïde;
les fièvres entériques dues à autres Salmonellas;
la dysenterie bacillaire;
la gastro-entérite à CD1. entéropathogène;
la gastro-entérite et autres syndromes dus à yersinia enterocolitica;
l'amibiase;
la tularémie;
la brucellose;
la lèpre;
la leptospirose;
la trichinose;
le tétanos;
la méningite à méningo;

time of disappearance and the time of discovery of his body; if the time of disappearance is unknown, the time of discovery of the body shall be considered the date of death.

1.309 Certain diseases: When a person dies from cholera, smallpox, typhus or anthrax, specific mention must be made thereof in the declaration.

Division 4

DECLARATIONS OF ADOPTION

1.100 When a judgment of adoption is pronounced, the prothonotary of the district where the judgment is rendered or the persons declared adoptive parents by virtue of a judgment of adoption pronounced outside Québec shall address a copy of such judgment to the Minister, at once, at the address mentioned in section 2.001.

Chapter II

DISEASES

Division I

DISEASES THAT MUST BE DECLARED

2.101 List of diseases that must be declared: The following diseases must be declared:

- (a) plague;
cholera;
anthrax;
smallpox;
botulism;
- (b) rabies;
diphtheria;
tuberculosis;
poliomyelitis and paralytic syndrome of a virulent nature;
infectious and serum hepatitis;
typhus;
relapsing fever;
typhoid and paratyphoid fever;
enteric fevers due to other salmonellas;
bacillary dysentery;
gastro-enteric at CD1. enteropathogen;
gastro-enteric and other syndromes due to yersinia enterocolitica;
amebiasis;
tularemia;
brucellosis;
leprosy;
leptospirosis;
trichinosis;
testanus;
meningo meningitis;

la psittacose;
la fièvre pourprée des Montagnes Rocheuses;
la fièvre Q;
le paludisme;

- c) la coqueluche;
la rougeole;
la rubéole;
les oreillons.

2.102 Les maladies énumérées au paragraphe *a* de l'article 2.101 doivent être déclarées par téléphone ou télégramme dès qu'elles sont découvertes en plus d'être déclarées conformément à l'article 2.104.

Celles qui sont énumérées au paragraphe *b* doivent être déclarées dans les 48 heures conformément à l'article 2.104.

Celles qui sont énumérées au paragraphe *c* doivent être déclarées globalement par les personnes mentionnées à l'article 5 de la Loi les 1er février, 1er mai, 1er août et 1er novembre de chaque année.

Toute déclaration doit être adressée au directeur du service de contrôle des maladies transmissibles, ministère des affaires sociales, Québec.

2.103 Les cas de maladies à déclaration obligatoire constatés dans un centre hospitalier doivent être rapportés quotidiennement au directeur des services professionnels lequel fait la déclaration visée à l'article 5 de la Loi et en avise le chef du département de santé communautaire s'il y en a un.

2.101 La déclaration d'une maladie visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2.101 par les personnes mentionnées à l'article 5 de la Loi doit comprendre le diagnostic, la date du début de la maladie, les nom, prénom(s), adresse, âge, sexe, état civil et occupation de la personne atteinte.

2.105 La déclaration d'un cas de maladie vénérienne doit mentionner le diagnostic et la phase de la maladie au moment de la déclaration, le résultat des examens de laboratoire et la nature du traitement projeté ou en cours. S'il s'agit d'une femme enceinte, la déclaration doit mentionner également la date prévue pour l'accouchement. La déclaration doit être transmise au plus tard une semaine après la connaissance du déclarant.

2.106 Lorsqu'un pathologiste, un coroner ou un médecin légiste constate au cours d'une autopsie qu'une personne souffrait d'une maladie à déclaration obligatoire, il doit sans délai faire une déclaration conformément à l'article 2.104.

2.107 Une personne souffrant d'une maladie à déclaration obligatoire ne peut exercer une occupation qui la

psittacosis;
Rocky Mountain spotted fever;
Q fever;
malaria;

- (c) pertussis;
measles;
rubeola;
mumps.

2.102 The diseases listed in paragraph *a* of section 2.101 must be declared by telephone or telegram as soon as they are discovered, in addition to being declared in accordance with section 2.104.

Those which are listed in paragraph *b* must be declared within 48 hours in accordance with section 2.104.

Those which are listed in paragraph *c* must be declared in their entirety by the persons mentioned in section 5 of the Act on 1 February, 1 May, 1 August and 1 November each year.

Every declaration must be addressed to the director of the Service for the control of transmissible diseases, Department of Social Affairs, Québec.

2.103 Cases of diseases that must be declared which are diagnosed in a hospital centre shall be reported daily to the director of professional services who shall make the declaration contemplated in section 5 of the Act and advise the head of the community health department thereof, if there is one.

2.101 The declaration of a disease contemplated in paragraphs *a* or *b* of section 2.101 by the persons mentioned in section 5 of the Act shall include the diagnosis, the date of the beginning of the disease, the name, surname(s), address, age, sex, civil status and occupation of the sick person.

2.105 The declaration in the case of a venereal disease must mention the diagnosis and the stage of the disease at the time of the declaration, the result of the laboratory examinations and the nature of the treatment planned or underway. In the case of a pregnant woman, the declaration must also mention the date contemplated for confinement. The declaration shall be sent not later than one week after the declarant has taken cognizance thereof.

2.106 When a pathologist, coroner or forensic pathologist ascertains during an autopsy that a person had a disease that must be declared, he shall at once make a declaration in accordance with section 2.104.

2.107 A person suffering from a disease that must be declared shall not carry on an occupation which brings him

fasse entrer en contact avec le public ou qui l'expose à manipuler des aliments.

come into contact with the public or which involves the handling of food.

Section II

MALADIES À TRAITEMENT OBLIGATOIRE

2.201 Toute personne atteinte d'une maladie vénérienne ou d'une maladie visée au paragraphe *a* de l'article 2.101 doit se rapporter sans délai à un médecin afin de recevoir les traitements requis pour sa condition et prévenir la contagion.

2.202 Le parent, le tuteur, le curateur ou le gardien d'une personne atteinte d'une maladie vénérienne ou d'une maladie visée à l'article 2.101 doit faire en sorte que des dispositions soient prises pour que cette personne reçoive les traitements requis pour son état.

2.203 Le chef de département de santé communautaire d'un centre hospitalier doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et enrayer la contagion et protéger la santé de la population lorsqu'une maladie à déclaration obligatoire lui a été signalée.

§ 1. L'isolement

2.201 Toute personne atteinte ou vraisemblablement atteinte de variole doit être temporairement isolée à sa résidence. Tout médecin ayant connaissance ou étant informé de l'état de cette personne doit faire en sorte qu'une admission d'urgence dans un centre hospitalier ayant les ressources nécessaires pour favoriser l'isolement soit effectuée.

2.205 Une personne autre qu'un résident du Québec atteinte d'une maladie visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2.101 ne peut être admise sur le territoire du Québec qu'après avoir obtenu une autorisation du ministre.

§ 2. Traitement des maladies vénériennes

2.206 Une personne est considérée être atteinte de syphilis si:

- (1) les examens sérologiques ou immunologiques sont positifs;
- (2) elle présente un chancre ou des lésions syphilitiques de la peau ou des muqueuses;
- (3) après que le diagnostic de la syphilis a été établi, elle n'a pas reçu un traitement suffisant.

2.207 Une personne doit être considérée comme atteinte de blennorragie lorsque les examens bactériologiques sont

Division II

DISEASES ENTAILING COMPULSORY TREATMENT

2.201 Every person infected with a venereal disease or a disease contemplated in paragraph *a* of section 2.101 must report at once to a physician in order to receive the treatment required for his condition and contagion prevention.

2.202 The parent, tutor, curator or guardian of a person infected with a venereal disease or a disease contemplated in section 2.101 must act in such a way that precautionary measures be taken in order that such person receive the treatments required for his condition.

2.203 The head of the community health department of a hospital centre shall take all measures necessary to prevent and stop contagion and protect the health of the population when a disease entailing compulsory treatment has been made known to him.

§ 1. Isolation

2.201 Every person suffering from or seemingly suffering from smallpox must be temporarily isolated in his residence. Every physician aware of or who is informed of the condition of such person must act in such a way that an emergency admission to a hospital centre with the resources necessary for isolation be carried out.

2.205 A person other than a resident of Québec suffering from a disease contemplated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101 shall be admitted to the territory of Québec only after having obtained the Minister's authorization.

§ 2. Treatment of venereal diseases

2.206 A person shall be considered infected with syphilis if:

- (1) the serological or immunological examinations are positive;
- (2) he or she has a chancre or syphilitic lesions of the skin or mucous membranes;
- (3) after the diagnosis of syphilis was established, he or she did not receive sufficient treatment.

2.207 A person shall be considered infected with gonorrhoea when bacteriological examinations are positive

positifs ou dans le cas d'une femme, lorsqu'elle présente des symptômes de blennorragie malgré un examen bactériologique négatif.

2.208 Le directeur des services professionnels ou le médecin qui a connaissance qu'une personne refuse, néglige ou cesse de suivre le traitement requis pour une maladie vénérienne en avise le directeur du service de contrôle des maladies transmissibles qui peut:

- 1) charger un médecin de faire enquête; et
- 2) faire une requête conformément aux dispositions des articles 12 et 13 de la Loi afin d'obtenir une ordonnance enjoignant à la personne de se soumettre à des traitements.

2.209 Lorsqu'une personne est appréhendée ou incarcérée pour un délit sexuel ou comme prostituée ou proxénète, le médecin de la prison ou autre lieu de détention doit procéder immédiatement à l'examen de cette personne afin de constater si elle est atteinte d'une maladie vénérienne. Si la personne est susceptible d'être atteinte d'une maladie vénérienne, le médecin de la prison ou autre lieu de détention doit lui faire subir le traitement approprié.

Si la personne quitte la prison ou autre lieu de détention avant que le traitement ne soit terminé, elle doit, dans les 8 jours, fournir la preuve que le traitement a été poursuivi.

Section 3

LES MALADIES À IMMUNISATION OBLIGATOIRE

2.301 Doivent être vaccinés contre la variole tous les 3 ans:

- 1) les membres de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, les membres de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers du Québec et les membres de la Corporation professionnelle des chirurgiens-dentistes du Québec;
- 2) les détenteurs de permis de services d'ambulance, d'embaumeur ou de directeur de funérailles et tous les membres du personnel qu'ils emploient;
- 3) les étudiants en médecine ou en service infirmiers;
- 4) les membres du personnel des ports, des aéroports et des compagnies de transport pouvant entrer en contact avec des personnes venant de l'extérieur du Canada.

2.302 Les cuisiniers, les aides-cuisiniers et autres manipulateurs d'aliments ainsi que les personnes préposées au soin des malades ou à la garde des enfants doivent subir des examens périodiques pour déterminer s'ils sont porteurs de germes.

or, in the case of a woman, when gonorrhoea symptoms are present in spite of a negative bacteriological examination.

2.208 The director of professional services or the physician who is aware that a person refuses, neglects or ceases to undergo the treatment required for a venereal disease shall advise the director of the Service for the control of transmissible diseases who shall:

- (1) charge a physician with an inquiry thereinto; and
- (2) make an inquiry in accordance with the provisions of sections 12 and 13 of the Act in order to obtain an ordinance requiring the person to undergo treatment.

2.209 When a person is apprehended or incarcerated for a sexual offence or as a prostitute or procuress, the physician of the prison or other place of detention shall immediately proceed to examine such person in order to ascertain whether or not she is infected with a venereal disease. If the person is likely to have been infected with a venereal disease, the physician of the prison or other place of detention must have her undergo appropriate treatment.

If the person leaves the prison or other place of detention before treatment is terminated, she must, within 8 days, provide proof that treatment is being continued.

Division 3

DISEASES ENTAILING COMPULSORY IMMUNIZATION

2.301 The following persons must be vaccinated against smallpox every 3 years:

- (1) members of the Professional Corporation of Physicians of Québec, members of the Professional Corporation of Nurses and Male Nurses of Québec and the members of the Professional Corporation of Dental Surgeons of Québec;
- (2) holders of ambulance service, embalming or funeral director permits and all members of the personnel they employ;
- (3) students in medicine or nursing;
- (4) personnel of ports, airports and transport companies who may come into contact with persons from outside Canada.

2.302 Cooks, cooks' aids and other food handlers together with persons who take care of the sick or children must undergo periodic examinations to determine whether they are germ carriers.

Chapitre III

CONDITIONS DE PRÉPARATION, D'EMBAUMEMENT, DE CRÉMATION OU D'INCINÉRATION DES DÉFUNTS, LES PERSONNES POUVANT EFFECTUER CES OPÉRATIONS ET LES ENDROITS OU ELLES PEUVENT ÊTRE CONDUITES

Généralités

3.001 Un directeur de funérailles ou un embaumeur qui prend possession d'un cadavre contenant possiblement des radioisotopes doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les membres de son personnel appelés à manipuler le cadavre et doit faire en sorte d'éliminer toute source radioactive.

Toute source scellée de radioactivité doit être retirée d'un cadavre avant son embaumement ou son incinération.

3.002 Aucune photographie d'un cadavre ne peut être prise, sauf sous autorité de la justice ou avec le consentement du conjoint de la personne décédée ou de ses plus proches parents.

Section 1 EMBAUMEMENT

3.101 Tout lieu servant aux opérations d'embaumement doit avoir une dimension d'au moins 150 pieds carrés de plancher et doit être exclusivement utilisé à cette fin. Il doit être isolé de tout autre lieu par des murs ou des parois adéquates.

3.102 Tel lieu doit être pourvu d'une table recouverte d'acier inoxydable et d'armoires nécessaires pour ranger les instruments d'embaumement. Les murs et l'ameublement doivent être faits de matériaux facilement lavables. Les planchers doivent être faits de tuiles ou de tout autre matériau non-poreux et résistant à l'eau et posséder des drains pour l'évacuation de l'eau. Un évier en acier inoxydable doit être constamment maintenu en bon état.

3.103 Il doit y avoir dans tout lieu servant aux opérations d'embaumement un service d'eau chaude et d'eau froide, sous pression et en quantité suffisante pour les opérations qui s'y font de même que pour le nettoyage de la pièce; les eaux résiduaires ou usées doivent se déverser dans l'égoût collecteur ou dans un puisard adéquat.

3.104 Le lieu doit profiter d'un système de ventilation naturelle ou artificielle suffisant pour y assurer la salubrité.

3.105 Les lieux d'embaumement et l'équipement utilisé doivent être entretenus avec la plus grande propreté; après

Chapter III

CONDITIONS OF PREPARATION, EMBALMING, CREMATION, OR INCINERATION OF DECEASED PERSONS, THE PERSONS WHO MAY CARRY ON SUCH OPERATIONS AND THE PLACES WHERE THEY MAY BE CARRIED ON

General

3.001 A funeral director or embalmer who takes possession of a body which might possibly contain radioisotopes shall take all the necessary steps to protect the members of his staff who are called upon to handle the corpse, and he shall take the necessary measures to eliminate any radioactive source.

Every sealed source of radioactivity shall be removed from a body before embalming or incineration thereof.

3.002 No person shall take a photograph of a corpse without legal authorization therefor or without the consent of the deceased person's spouse or next of kin.

Division I EMBALMING

3.101 Every place used for embalming operations must contain a floor area of not less than 150 square feet and shall be used solely for this purpose. It shall be isolated from any other place by walls or adequate partitions.

3.102 These premises shall contain a table covered with stainless steel and the necessary cupboards for storing embalming instruments. The walls and furniture shall be built of easily washable material. The floors shall be covered by tiles or by any other non-porous water-repellent material and contain drains for disposal of water. A stainless steel sink shall be kept in good working order at all times.

3.103 All premises used for embalming operations shall contain a hot and cold water supply, under pressure and in a quantity sufficient for the operations performed therein as well as for cleaning the room; waste water shall flow into the main sewer or into an adequate cesspool.

3.104 The premises shall be equipped with a natural or artificial ventilation system capable of ensuring adequate sanitation.

3.105 The embalming premises and equipment used shall be kept spotlessly clean; after each operation, the pre-

chaque opération, les lieux doivent être nettoyés à grande eau et au savon puis lavés avec une solution antiseptique.

3.106 Aucun embaumement du corps d'un être humain décédé ne peut avoir lieu avant l'expiration de 6 heures après le décès.

3.107 Aucune incinération ne peut avoir lieu avant l'expiration de 24 heures après le décès.

3.108 Tout corps d'un être humain décédé qui doit être exposé pendant plus que 24 heures et dont l'exposition commence plus de 20 heures après le décès doit être embaumé.

3.109 Un cadavre doit être conservé à une température inférieure à 42°F avant d'être embaumé ou incinéré.

3.110 Le détenteur d'un permis d'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent effectuer leur travail privéement, avec toute l'attention et le soin requis afin de prévenir tout danger de contamination; ils doivent éviter toute mutilation du corps de l'être humain décédé et toute atteinte inutile à son intégrité physique.

3.111 Pour effectuer leur travail, l'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent être munis d'un sarrau imperméable, d'un couvre-chef et de gants de caoutchouc; ces vêtements doivent être lavés après chaque opération.

3.112 Si des organes doivent être enlevés au cours de l'embaumement, ils doivent être placés dans des récipients étanches et remplacés ensuite dans le corps de l'être humain décédé.

Le sang, les sécrétions et les excréments doivent être recueillis au moyen de récipients appropriés et être jetés d'une manière sanitaire en les vidant dans une cuvette de toilette à chasse d'eau ou dans un évier-vidoir spécial; il est cependant interdit de jeter d'autres matières provenant du corps d'un être humain décédé.

3.113 Tout le matériel, les objets ou les substances irrécupérables ayant servi aux opérations d'embaumement doivent être brûlés dans un fourneau ou un incinérateur spécial.

3.114 Un embaumeur ne peut procéder à un embaumement d'un cadavre lorsqu'il soupçonne ou est informé que la personne est décédée des suites d'un accident, d'un homicide, d'un suicide ou d'autres causes non naturelles avant d'avoir obtenu une autorisation des autorités civiles compétentes ou à moins que le corps ne lui ait été livré pour embaumement par ces mêmes autorités civiles.

mises shall be cleaned with water under pressure and soap and then washed with an antiseptic solution.

3.106 The body of a deceased human being shall not be embalmed before the expiry of 6 hours after the time of death.

3.107 No incineration may be performed before the expiry of 24 hours after the time of death.

3.108 The body of a deceased human being who must be laid out during more than 24 hours and whose laying out commences more than 20 hours after the time of death, shall be embalmed.

3.109 Every corpse shall be kept at a temperature lower than 42°F before being embalmed or incinerated.

3.110 The holder of an embalmer's permit and the staff employed by him shall perform their work in private, and with all the due care and attention required to prevent danger of contamination; they shall avoid mutilating the body of a deceased human being and shall not uselessly impair his physical completeness.

3.111 In the performance of his work, the embalmer and his staff shall wear a waterproof smock, headgear and rubber gloves; these articles of clothing shall be washed after each operation.

3.112 If it is necessary to remove organs in the course of embalming, these organs shall be placed in water-tight receptacles and afterwards replaced in the body of the deceased human being.

Blood, secretions and excretions shall be collected in appropriate receptacles and disposed of in a sanitary manner by emptying them into a flushing toilet or a special flushing sink; it is, however, prohibited to dispose of any other matter from the body of a deceased human being.

3.113 All non-recuperative material, objects or substances that have been used for embalming operations shall be burnt in a special furnace or incinerator.

3.114 An embalmer shall not embalm a body if he suspects or is informed that such person's death may be attributed to an accident, a homicide, a suicide or other unnatural causes unless he has obtained an authorization from the competent civil authorities or unless the body was committed to his care by the said civil authorities.

Section II CRÉMATION ET INCINÉRATION

3.201 Personnes effectuant les incinérations: Aucune incinération ou crémation ne peut être effectuée avant qu'un coroner l'ait autorisée.

Hors d'un établissement, seul un détenteur d'un permis autorisant à procéder à des incinérations peut procéder à une incinération ou y faire procéder sous sa surveillance.

3.202 Les cendres provenant d'une crémation ou incinération doivent être enterrées dans un cimetière ou déposées dans une boîte ou urne d'aluminium identifiée au nom du défunt et conservées dans un columbarium à moins que le défunt n'ait manifesté par écrit le désir qu'il en soit disposé autrement; la personne qui maintient le columbarium ne peut jamais se départir des cendres qui y sont conservées et doit tenir un registre permettant l'identification de toutes les boîtes ou urnes contenant des cendres.

3.203 Seule une compagnie de cimetière détenant un permis de directeur de funérailles au sens de la Loi peut maintenir un columbarium.

Toute installation servant de columbarium doit être à l'épreuve du feu.

3.204 Un crématorium doit être tenu constamment en bon état et être administré de façon à prévenir tout danger de contamination et à empêcher toute nuisance.

3.205 Coroner: Un coroner ne délivre une autorisation d'incinération que s'il est en mesure d'établir la cause du décès, à partir d'un diagnostic médical confirmé par la déclaration de décès.

En cas de doute, le coroner doit faire procéder à une autopsie et adresser au ministre une déclaration suivant la formule RP30 produite en annexe au présent règlement.

Section III INCINÉRATIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

3.301 Foetus ou morts-nés: Un établissement peut procéder à l'incinération d'un foetus humain.

Il peut en outre procéder à l'incinération d'un enfant mort-né lorsqu'une déclaration conforme au formulaire RP40 a été remplie à son sujet et qu'une autorisation d'incinération dans un établissement a été signée par la mère et le père s'ils sont mariés ensemble ou par la mère seule dans les autres cas.

3.302 Four: L'incinération d'un foetus humain ou d'un enfant mort-né doit être faite dans un four en béton, sans addition de substances non essentielles à la crémation de restes humains.

Division II CREMATION AND INCINERATION

3.201 Persons performing incinerations: No incineration or cremation shall be carried out without the authorization of the coroner.

Outside an establishment, only the holder of a permit authorizing him to perform incinerations may carry out an incineration or have one carried out under his supervision.

3.202 The ashes remaining after a cremation or incineration shall be buried in a cemetery or deposited in a box or aluminum urn identifying the name of the deceased and shall be kept in a columbarium unless the deceased expressed his intention in writing that they be disposed of otherwise; the person who operates the columbarium shall not dispose of the ashes kept therein and shall keep a register permitting the identification of all the boxes or urns containing ashes.

3.203 Only a cemetery company holding a funeral director's permit within the meaning of the Act may operate a columbarium.

All premises used as a columbarium shall be fire-proof.

3.204 A crematorium shall be maintained in good condition at all times and operated so as to avoid any danger of contamination or prevent any harmful effects.

3.205 Coroner: A coroner shall issue an authorization for incineration only where he is able to determine the cause of death based on a medical diagnosis confirmed by the declaration of death.

In case of doubt, the coroner shall require that an autopsy be performed and forward the Minister a declaration in Form RP30 annexed to this Regulation.

Division III INCINERATIONS IN ESTABLISHMENTS

3.301 Foetus or still-borns: An establishment may carry out the incineration of a human foetus.

In addition it may carry out the incineration of a still-born child in cases where a declaration to this effect has been completed in Form RP40 and where an authorization for incineration in an establishment has been signed by the mother and father if they are married to each other or by the mother alone in all other cases.

3.302 Furnace: The incineration of a human foetus or of a still-born child shall be carried out in a concrete furnace without the addition of substances not essential to the cremation of human remains.

3.103 **Enfant né vivant:** Aucune incinération d'un enfant né vivant ne peut être faite dans un établissement.

3.103 **Live-born child:** No incineration of a live-born child shall be performed in an establishment.

Chapitre IV

DÉSINFECTION, CADAVRES CONTAGIEUX ANIMAUX CONTAGIEUX

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LA DÉSINFECTION

1.101 Dans tout lieu où séjournent ou ont séjourné des malades atteints d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101, y compris une chambre située dans un établissement, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir la dissémination des agents infectieux et la contamination.

Il est notamment obligatoire de:

- 1) brûler les articles à usage unique comme les papiers ou les pansements et les objets de peu de valeur possiblement souillés ou contaminés;
- 2) nettoyer et désinfecter séparément les couvertures de lit, taies d'oreillers, draps, vêtements de nuit, serviettes, débarbouillettes et autres pièces de lingerie ou de vêtement utilisés par les malades ou s'étant trouvés dans le lieu;
- 3) laver séparément et stériliser la vaisselle, la verrerie et les ustensiles étant entrés en contact avec le malade;
- 4) détruire les aliments servis au malade mais non utilisés;
- 5) nettoyer et désinfecter immédiatement toute pièce d'instrument et d'appareil ayant servi au soin et au traitement du malade; et de
- 6) verser dans une toilette reliée à un réseau public d'égout tous les excréments du malade. Si n'existe pas de réseau public d'égout, les excréments doivent être désinfectés avant d'être jetés.

1.102 Toute personne qui entre en contact avec une personne atteinte d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101 ou qui pénètre dans la chambre de celle-ci doit porter un vêtement protecteur qui doit être déposé à l'entrée de la chambre.

Toute personne doit se laver et se brosser soigneusement les mains avant de sortir du lieu où séjourne la personne.

Aucun animal ne peut être admis.

Les planchers et murs doivent être nettoyés adéquatement et désinfectés; le balayage à sec est interdit.

1.103 Au départ du malade, le lieu où il a séjourné et tout son contenu doivent être désinfectés au moyen d'un procédé physique ou chimique efficace.

Chapter IV

DISINFECTION, CONTAGIOUS CORPSES, CONTAGIOUS ANIMALS

Division I

GENERAL PROVISIONS RESPECTING DISINFECTION

1.101 All the necessary steps shall be taken to check the spread of infectious agents and contamination in all places where patients suffering from one of the diseases enumerated in paragraphs *a* or *b* of section 2.101 are or were being treated, including a room situated in an establishment.

It is in particular compulsory to:

- (1) burn all objects having a single purpose, such as papers or bandages and objects of little value which are possibly stained or contaminated;
- (2) clean and disinfect separately bedspreads, pillow cases, sheets, night-wear, towels, wash-cloths and any other linen or clothing used by such patients or found in their room;
- (3) wash and sterilize separately dishes, glass-ware and silverware having come into contact with the patient;
- (4) destroy any leftover food served to the patient;
- (5) clean and disinfect immediately all instruments and apparatus used in the care and treatment of the patient; and
- (6) empty all the patient's excrements into a toilet connected with a public sewer system. If there is no public sewer system, the excrements shall be disinfected before being disposed of.

1.102 Every person who comes into contact with a person suffering from a disease enumerated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101 or who enters into such person's room shall wear a protective garment to be left at the door of such room.

Every person shall wash and scrub his hands thoroughly before leaving the place where such patient is lodged.

No animal shall be admitted.

The floors and walls shall be properly cleaned and disinfected; dry sweeping is prohibited.

1.103 Upon the patient's departure, the place where he has stayed and all its furnishings shall be disinfected by means of an efficacious physical or chemical process.

Tout ce qui a été souillé par une matière organique provenant du malade doit être soigneusement nettoyé. Les surfaces et les objets lavables doivent être lavés avec de l'eau et du savon ou du détergent; les objets non lavables doivent être nettoyés à sec.

1.101 Toute personne chargée du soin de malades visés à l'article 4.101 doit utiliser constamment des techniques assurant la complète aseptie des opérations qu'elle conduit et de l'équipement qu'elle utilise.

1.105 Tout médecin pratiquant un accouchement doit appliquer dans les yeux du nouveau-né, immédiatement après la naissance, un médicament efficace pour la prévention de l'ophtalmie purulente.

Section II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CADAVRES DES PERSONNES DÉCÉDÉES DE MALADIES TRANSMISSIBLES

1.201 L'établissement dans lequel est décédée une personne atteinte d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101 ou, si telle personne est décédée ailleurs que dans un établissement, le dernier médecin ayant soigné cette personne doit informer de la cause du décès toute personne appelée à manipuler ou prendre charge du cadavre et lui indiquer les dispositions à prendre pour prévenir la contagion.

1.202 Toute personne manipulant ou prenant charge du cadavre d'une personne décédée des suites d'une maladie visée à l'article 2.101 doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher la dissémination de l'infection lors de l'autopsie, de l'expertise, du transport, de la préparation, de la crémation ou de l'inhumation du cadavre. Elle doit effectuer le nettoyage et la désinfection des locaux, véhicules, objets et instruments de travail.

1.203 Le cadavre d'une personne décédée des suites de la variole, de la peste ou du choléra ne peut être embaumé.

1.201 Le cadavre d'une personne décédée des suites d'une maladie autre que la variole, la peste ou le choléra peut être embaumé au moyen d'un liquide désinfectant approprié autre que le formol.

1.205 Aucune restriction sanitaire supplémentaire ne s'impose au sujet de l'exposition, du transport, des funérailles, de l'inhumation ou de la crémation du cadavre d'une personne décédée à la suite d'une maladie visée à l'article 4.204 pourvu que tel cadavre ait été embaumé.

Toutefois, si un tel cadavre n'a pas été embaumé:

a) les orifices naturels du cadavre doivent être obturés avec du coton absorbant imbibé de liquide désinfectant;

Any object that has been soiled by organic matter derived from the patient shall be thoroughly cleaned. Washable surfaces and objects shall be cleaned with water and soap or detergent; non-washable objects shall be dry cleaned.

1.101 Every person attending a patient contemplated in section 4.101 shall at all times utilize methods which ensure complete asepsis of the operations conducted by him and of the equipment which he uses.

1.105 Every physician who attends a confinement shall, immediately after birth, apply an efficacious medication against purulent ophthalmia to the eyes of the new-born.

Division II

PROVISIONS RELATIVE TO THE BODIES OF PERSONS WHO DIED OF A CONTAGIOUS DISEASE

1.201 The establishment wherein a person died of a disease enumerated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101 or, if such person died elsewhere than in an establishment, the last physician who treated such patient shall inform every person called upon to handle or take possession of the body, of the cause of death and inform him of the measures to be taken to prevent contagion.

1.202 Every person who handles or takes possession of the body of a person whose death may be attributed to one of the diseases contemplated in section 2.101 shall take the necessary precautionary measures to check the spread of such infection during the autopsy, expert examination, transport, preparation, cremation or burial of the body. He shall clean and disinfect the premises, vehicles and all the objects and instruments used for such operations.

1.203 The body of a person who died of smallpox, plague or cholera shall not be embalmed.

1.201 The body of a person who died of a disease other than smallpox, plague or cholera may be embalmed by means of an adequate aqueous disinfectant solution other than Formol.

1.205 No additional sanitary restriction shall apply with respect to the laying out, transport, funeral, burial or cremation of the body of a person who died from one of the diseases contemplated in section 4.204 provided such body was embalmed.

However, if the body was not embalmed:

a) the natural orifices of the body shall be obturated with absorbent cotton imbued with a disinfectant solution;

- b) le cadavre doit être lavé avec un liquide désinfectant et enfermé immédiatement dans un cercueil scellé; tel cercueil peut toutefois être pourvu d'une vitre;
- c) le transport du cadavre ne peut être effectué qu'avec la permission du chef du département de santé communautaire du centre hospitalier le plus rapproché;
- d) l'inhumation ou la crémation doit être faite dans les 36 heures du décès; et
- e) le cadavre ne doit pas être déposé dans un charnier public.
- (b) the body shall be washed in an aqueous disinfectant solution and immediately placed in a sealed coffin; such coffin may, however, contain a window;
- (c) the transport of the body may be effected only with the authorization of the head of the community health department of the nearest hospital centre;
- (d) burial or cremation shall take place within 36 hours after the time of death; and
- (e) the body shall not be placed in a public charnel-house.

1.206 Le cadavre d'une personne décédée de la variole, de la peste ou du choléra doit être enveloppé dans un linceul saturé d'un liquide désinfectant et déposé dans un cercueil étanche, solide et scellé.

Tel cadavre ne peut être déposé dans un charnier public.

1.206 The body of a person who died of smallpox, plague or cholera shall be wrapped in a shroud imbued with an aqueous disinfectant solution and placed in an air-tight solidly built sealed coffin.

The said body shall not be placed in a public charnel-house.

Section III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIE TRANSMISSIBLE

1.301 Un animal atteint ou susceptible d'être atteint d'une maladie transmissible à l'homme ne peut être donné ou vendu.

1.302 Le propriétaire ou toute personne ayant la garde ou la charge d'un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit l'isoler dans un local ou un enclos particulier.

1.303 Quiconque est entré en contact avec un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit changer de vêtements et de chaussures et se laver les mains avant de réintégrer un lieu d'habitation humaine.

Pendant la maladie de l'animal, ses restes de nourriture, la litière, les excréments et le sang doivent être brûlés.

1.304 Après la guérison ou la mort de l'animal, le local ou l'enclos qu'il occupait ainsi que les objets contaminés doivent être nettoyés et désinfectés.

1.305 Si un animal meurt de charbon bactérien, son cadavre doit être incinéré. Si le diagnostic de charbon bactérien a été posé après l'écorchement, la peau doit être retracée, identifiée par le propriétaire de l'animal et incinérée.

S'il est impossible de retracer la peau d'un animal mort de charbon bactérien parmi les autres peaux d'un acheteur ou tanneur, celui-ci doit désinfecter toutes les peaux qu'il possède.

Division III

PROVISIONS RELATIVE TO ANIMALS SUFFERING FROM TRANSMISSIBLE DISEASES

1.301 An animal suffering from or subject to a disease transmissible to man shall not be given or sold.

1.302 The owner or every person who keeps or is in charge of an animal suffering from a disease transmissible to man shall isolate such animal in a special place or paddock.

1.303 Every person who comes into contact with an animal suffering from a disease transmissible to man shall change his clothes and shoes and wash his hands before re-entering a human dwelling.

When an animal suffers from such disease, his leftovers, litter, excrements and blood shall be burned.

1.304 When an animal recovers or dies, the place or paddock which he occupied and all contaminated objects shall be cleaned and disinfected.

1.305 If an animal dies from anthrax, his carcass shall be incinerated. If the diagnosis establishing that it suffered from anthrax was made after skinning of the animal, the skin must be retraced, identified by the owner of the animal and incinerated.

If it is not possible to retrace the skin of an animal that died of anthrax among the other skins of a buyer or tanner, the latter shall disinfect all the skins in his possession.

1.306 Il doit être disposé de tout animal mort d'une maladie transmissible à l'homme de façon à prévenir la dissémination de l'infection.

1.307 Tout animal familial atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit être isolé par son propriétaire.

Lorsque le propriétaire fait défaut d'isoler l'animal, le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier peut le faire saisir, isoler, traiter, détruire ou faire détruire.

Le coût de ces opérations doit être défrayé par le propriétaire de l'animal.

Les mesures ordonnées par le chef du département de santé communautaire prennent fin lorsque celui-ci l'ordonne.

1.308 Tout importateur, vendeur ou éleveur d'oiseaux aptes à développer la psittacose aviaire ou à devenir porteur de germes, doit tenir un registre écrit mentionnant la provenance des oiseaux, le nom et l'adresse des acheteurs et la date des transactions.

Avant de vendre un oiseau, il doit obtenir d'un médecin vétérinaire une certification écrite à l'effet que l'oiseau ne souffre pas de psittacose aviaire.

1.309 Lorsque survient un cas de psittacose aviaire, le propriétaire de l'oiseau atteint doit:

- 1) mettre tous ses oiseaux en quarantaine;
- 2) n'admettre aucun nouvel oiseau;
- 3) ne vendre aucun oiseau tant que tous les symptômes de la maladie ne sont pas disparus;
- 4) déclarer le cas de psittacose au département de santé communautaire du centre hospitalier le plus rapproché;
- 5) confier tous ses oiseaux aux soins d'un médecin-vétérinaire jusqu'à leur complète guérison ou les détruire;
- 6) assurer une bonne aération et une grande propreté des locaux affectés à l'oiseau ou aux oiseaux.

1.310 Tout vendeur de tortues ou d'oeufs de tortues doit tenir à la disposition du département de santé communautaire du centre hospitalier le plus rapproché un certificat de son fournisseur attestant que chaque approvisionnement de tortues ou d'oeufs de tortues qu'il a reçus est indemne de microorganismes des groupes Salmonella ou Arizona ou de tout autre agent pathogène pour l'homme.

1.311 Nul ne peut vendre ou distribuer des tortues ou des oeufs de tortues lorsqu'il y a des raisons de croire qu'ils peuvent constituer un risque de contamination.

1.306 In order to check the spread of infection, every animal that died of a disease transmissible to man shall be disposed of.

1.307 All pets suffering from a disease transmissible to man shall be isolated by their owner.

Where the owner fails to isolate the animal, the head of the community health department of a hospital centre may have such animal seized, isolated, treated or destroyed.

The cost of such operations shall be incurred by the owner of the animal.

The measures imposed by the head of the community health department shall cease to be operative as soon as he issues an order to this effect.

1.308 Every importer, vendor or breeder of birds that are liable to contract psittacosis or to become germ carriers shall keep a written record indicating the origin of the birds, the name and address of the purchasers and the date of the transactions.

Before selling a bird, he shall obtain a written certificate from a veterinary surgeon certifying that the bird no longer suffers from psittacosis.

1.309 If a bird contracts psittacosis, the owner of such bird shall:

- (1) quarantine all his birds;
- (2) not admit a new bird;
- (3) not sell any bird until all symptoms of the disease have disappeared;
- (4) notify the community health department of the nearest hospital centre of any case of psittacosis;
- (5) entrust all his birds to the care of a veterinary surgeon until they are completely cured or destroy them;
- (6) ensure proper ventilation and cleanliness of the premises occupied by the bird(s).

1.310 Every vendor of tortoise or tortoise eggs shall keep a certificate from his supplier at the disposal of the community health department of the nearest hospital centre, attesting that all supplies of tortoise or tortoise eggs received by him are free from microorganisms of the Salmonella or Arizona genera or from any other agent pathogenic for man.

1.311 No person may sell or distribute tortoise or tortoise eggs if he has reason to believe that they may constitute a contamination hazard.

1.312 Le propriétaire ou la personne qui a la garde de tortues ou d'oeufs de tortue doit faire procéder chaque année à des examens ou analyses pour déceler la possibilité de contamination par des microorganismes de groupes Salmonella ou Arizona ou par tout autre agent pathogène pour l'homme.

1.313 Les tortues ou oeufs de tortues infectés doivent être immédiatement détruits. Les aquariums, récipients et autres contenants ayant servi à leur garde doivent être soigneusement nettoyés et désinfectés.

1.314 Lorsque l'eau d'un aquarium contient des microorganismes des groupes Salmonella ou Arizona ou tout autre agent pathogène pour l'homme, toutes les tortues et oeufs de tortues de l'aquarium doivent être détruits. On doit alors disposer de l'eau de façon à éviter toute dissémination de l'infection.

Chapitre V

DÉTERMINATION DE CERTAINS LIEUX, CAMPS FORESTIERS OU INSTALLATIONS TEMPORAIRES SITUÉS HORS D'ACCÈS DES ÉTABLISSEMENTS OU DOIVENT ÊTRE FOURNIS DES SERVICES DE SANTÉ COURANTS

5.000 Tout employeur qui se propose d'établir ou d'opérer un camp forestier ou des installations temporaires doit aviser le ministre au moins 3 semaines avant le début des opérations.

5.001 Lorsqu'un camp forestier ou des installations temporaires regroupent plus de 25 personnes et sont situés à plus de 50 milles d'un centre hospitalier ou d'un centre local de services communautaires, la personne responsable de ce camp ou de ces opérations doit prendre les mesures nécessaires pour que des services de santé courants y soient fournis.

Chapitre VI

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS SPÉCIALES DE TRANSPORT DE DÉFUNTS

6.000 Aucune autorisation n'est nécessaire pour le transport d'un cadavre à l'intérieur des limites du territoire québécois.

6.001 Copie de la déclaration: Lorsqu'un défunt doit être transporté d'un lieu à un autre au Québec par un transporteur public, une copie de la déclaration de décès doit être en la possession de la personne ayant charge et surveillance du cadavre.

1.312 The owner or person who keeps tortoise or tortoise eggs shall submit them to yearly examinations or analyses to detect the possibility of contamination by microorganisms of the Salmonella or Arizona genera or by any other agent which is pathogenic for man.

1.313 Infected tortoise or tortoise eggs shall be immediately destroyed. Aquariums, receptacles and other containers in which they were kept shall be thoroughly cleaned and disinfected.

1.314 If the water in an aquarium contains microorganisms of the Salmonella or Arizona genera or any other agent pathogenic for man, all the tortoise and tortoise eggs in such aquarium shall be destroyed. The water shall then be disposed of in order to avoid spreading the infection.

Chapter V

DETERMINATION OF CERTAIN PREMISES, FOREST CAMPS OR TEMPORARY INSTALLATIONS AT PLACE WITHOUT ACCESS TO ESTABLISHMENTS, WHERE CURRENT HEALTH SERVICES MUST BE RENDERED

5.000 Every employer who intends to establish or operate a forest camp or temporary installations shall advise the Minister thereof at least 3 weeks prior to the beginning of such operations.

5.001 Where forest camps or temporary installations lodge more than 25 persons and are situated more than 50 miles from a hospital centre or a local community service centre, the person in charge of such camps or of such operations shall take the necessary steps to ensure that current health services are provided thereat.

Chapter VI

TERMS AND CONDITIONS GOVERNING SPECIAL AUTHORIZATIONS FOR THE TRANSPORTING OF DECEASED PERSONS

6.000 No authorization is required for the transport of a body within the limits of the Province of Québec.

6.001 Copy of declaration: Where it is necessary to transport a deceased person from one place to another in Québec by a means of public transport, a copy of the declaration of death shall be kept on the person to whose care and supervision the body was entrusted.

En outre, une enveloppe contenant une autre copie de la déclaration de décès et portant la mention « déclaration de décès » doit être solidement fixée à la caisse contenant le cercueil.

6.002 Autorisation spéciale: Avant de délivrer une autorisation spéciale pour l'entrée d'un défunt au Québec ou le transport d'un défunt hors du Québec, le ministre ou la personne qu'il a autorisée en vertu de l'article 44 de la Loi peut faire procéder à une autopsie.

L'autorisation spéciale ne peut être donnée qu'à un directeur de funérailles.

Le directeur de funérailles ayant obtenu l'autorisation spéciale doit sceller le cercueil.

6.003 Conservation: Le directeur de funérailles ayant obtenu une autorisation spéciale doit la conserver, ainsi qu'un exemplaire de la déclaration de décès, pendant 5 ans, dans un endroit facilement accessible et doit l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

6.001 Embaument: Un cadavre non-incinéré ne peut être transporté hors du Québec avant d'avoir été préalablement embaumé.

6.005 Cadavre exhumé: Une autorisation spéciale pour le transport hors du Québec d'un cadavre exhumé ne peut être délivrée que sur la preuve que les prescriptions de l'article 17 de la Loi des inhumations et exhumations (S.R.Q., 1964, ch. 310) ont été respectées.

6.006 Cendres: Aux fins de la présente section, les cendres d'un cadavre incinéré sont assimilées à un défunt.

Chapitre VII

CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS

7.001 Les permis sont délivrés:

- a) pour l'opération d'un laboratoire;
- b) pour l'opération d'un service d'ambulance;
- c) pour pouvoir embaumer des défunts ou pratiquer la thanatopraxie; ou
- d) pour agir comme directeur de funérailles.

Plusieurs permis peuvent être délivrés à la même personne à des fins différentes.

7.002 Le ministre délivre ou renouvelle le permis de tout requérant qui remplit les conditions prescrites par la Loi et le présent règlement sauf:

In addition, an envelope containing another copy of the declaration of death and bearing the words "declaration of death" shall be securely affixed to the box containing the coffin.

6.002 Special authorization: Before issuing a special authorization for the admission of a deceased person to Québec or for the transport of a deceased person out of Québec, the Minister or the person authorized thereby under section 44 of the Act may order that an autopsy be performed.

The special authorization shall only be granted to a funeral director.

Once the funeral director has obtained such authorization, he shall seal the coffin.

6.003 Records: A funeral director who has obtained a special authorization shall keep such authorization together with a copy of the declaration of death for 5 years in an accessible place, and he shall produce them upon request to any investigator appointed under the Act.

6.001 Embalming: A corpse that has not been incinerated shall not be transported out of Québec before being embalmed.

6.005 Disinterred body: A special authorization for the transport of a disinterred body out of Québec shall be issued only upon proof that the stipulations of section 17 of the Burial Act (S.R.Q., 1964, ch. 310) have been complied with.

6.006 Ashes: For the purposes of this Division, the ashes of an incinerated body shall be considered those of a deceased person.

Chapter VII

CONDITIONS FOR ISSUANCE OF PERMITS

7.001 Permits shall be issued to every person who wishes:

- (a) to operate a laboratory;
- (b) to operate an ambulance service;
- (c) to embalm bodies or practise thanatopraxy; or
- (d) to act as a funeral director.

Several permits may be issued to the same person for different purposes.

7.002 The Minister shall issue or renew the permit of every applicant who fulfils the conditions prescribed in the Act and this Regulation except where:

- a) s'il est un failli non libéré;
- b) si au cours des 2 années précédant sa requête, il a été déclaré coupable:
- i) d'une infraction à la Loi ou au présent règlement;
 - ii) d'une infraction à la Loi ou aux règlements d'une autre province sur les laboratoires, les ambulances ou la santé publique en général; ou
- c) si au cours des 5 années précédant sa requête, il a été déclaré coupable d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-e du Code criminel (S.R.C., 1970, ch. C-34).
- (a) he is an undischarged bankrupt;
- (b) during the 2 years preceding his application, he has been found guilty of
- (i) an offence under the Act or this Regulation;
 - (ii) an offence under the Act or the regulations of another province respecting laboratories, ambulances or public health in general; or
- (c) during the 5 years preceding his application, he has been found guilty of theft or fraud, attempted theft or fraud or an offence under section 189-1-e of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34).

7.003 Si le requérant est une personne agissant pour le bénéfice d'une association, société ou corporation, chacun des membres associés, administrateurs ou officiers doit satisfaire aux conditions de l'article 7.002.

7.003 If the applicant is a person acting on behalf of an association, partnership or corporation, every associate, partner or officer shall fulfil the conditions set forth in section 7.002.

7.001 Toute requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de laboratoire doit être faite par écrit.

7.001 Every application for the issuance or renewal of a laboratory permit shall be made in writing.

La requête doit en outre être accompagnée d'une preuve d'assurance-responsabilité envers les personnes examinées d'au moins \$1,000,000 par sinistre.

In addition, the application shall be accompanied by a proof of liability insurance covering persons examined for at least \$1,000,000 per claim.

7.005 Toute requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de service d'ambulance doit être faite par écrit.

7.005 Every application for the issuance or renewal of an ambulance service permit shall be made in writing.

La requête doit en outre être accompagnée d'une preuve d'assurance responsabilité envers les tiers et envers les personnes transportées d'au moins \$1,000,000 par sinistre.

In addition, the application shall be accompanied by a proof of liability insurance covering third parties and persons transported for at least \$1,000,000 per claim.

7.006 Toute requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis d'embaumeur ou de directeur de funérailles doit être faite par écrit.

7.006 Every application for the issuance or renewal of an embalmer's or funeral director's permit shall be made in writing.

7.007 Lorsqu'il s'agit du renouvellement d'un permis, la formule doit être fournie avant le 1er octobre de chaque année.

7.007 In the case of a permit renewal, the form shall be forwarded before 1 October each year.

7.008 Si le requérant agit pour une corporation, un permis ne peut être délivré que si 50% des actions appartiennent à des personnes domiciliées au Québec.

7.008 If the applicant acts on behalf of a corporation, a permit shall not be issued unless 50% of the shares are held by persons domiciled in Québec.

7.009 Un honoraire de \$300 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de service d'ambulance ou de laboratoire; cette somme est multipliée par le nombre de véhicules ou le nombre de laboratoires opérés par le détenteur de permis.

7.009 A fee of \$300 is payable for the issuance or renewal of an ambulance or laboratory service permit; this sum shall be multiplied by the number of vehicles or the number of laboratories operated by the permit holder.

Un honoraire de \$150 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'embaumeur.

A fee of \$150 is payable for the issuance or renewal of an embalmer's permit.

Un honoraire de \$200 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de directeur de funérailles; cette somme est multipliée par le nombre de résidences opérées par le détenteur de permis.

A fee of \$200 is payable for the issuance or renewal of a funeral director's permit; this sum is multiplied by the number of funeral homes operated by the permit holder.

7.010 Un permis de laboratoire ou de service d'ambulance ne peut être délivré ou renouvelé lorsqu'il est à la connaissance du ministre qu'une entente existe entre la personne qui sollicite le permis et certains médecins ou dentistes sur l'acheminement des cas.

7.011 Tout service de police municipale au Québec ainsi que la Sûreté du Québec peut, dans les cas d'urgence, agir comme s'il détenait un permis d'opération de service d'ambulance délivré aux termes de la Loi et du présent règlement.

Toutefois, une municipalité qui opère un service régulier d'ambulance doit se conformer à la Loi et au présent règlement.

7.012 Le détenteur d'un permis de directeur de funérailles ou d'ambulance ne peut avoir à son emploi des personnes âgées de moins de 18 ans.

Il doit en outre tenir, sur chacune des personnes à son emploi, un dossier contenant:

- a) un certificat de santé délivré il y a moins de 12 mois;
- b) tout diplôme dont l'employé est titulaire;
- c) un document donnant les nom, prénom, adresse, âge, sexe et occupation antérieure de l'employé.

7.010 A laboratory or ambulance service permit shall not be issued or renewed if the Minister becomes aware that an agreement concerning case developments has been reached between the person requesting the permit and certain physicians or dentists.

7.011 In case of emergency, every municipal police force in Québec and also the Québec Police Force may act in the same capacity as if it held a permit to operate an ambulance service issued under the Act and this Regulation.

However, a municipality that operates an ambulance service on a regular basis shall comply with the Act and this Regulation.

7.012 The holder of a funeral director's or ambulance permit shall not employ persons under 18 years of age.

In addition, he shall keep a record for each of his employees which shall include:

- (a) a health certificate issued during the preceding 12 months;
- (b) every diploma of which the employee is the holder;
- (c) a document indicating the name, given names, address, age, sex and previous occupation of the employee.



Ministère des affaires sociales
Registre de la population

01-

FORMULAIRE RP 10

DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE/

Veillez remplir cette déclaration au dactylo ou en lettre moulées.

IDENTIFICATION DES PARENTS/

1 - Nom de jeune fille de la mère	2 - Prénom usuel	3 - Autres prénoms	4 - Date de naissance J-D M A-Y
5 - Nom du mari	6 - Prénom usuel	7 - Autres prénoms	8 - Date de naissance J-D M A-Y
9 - Adresse de résidence de la mère N° Rue Municipalité Comte Prov. pays <input type="checkbox"/> Cité <input type="checkbox"/> Ville <input type="checkbox"/> Village <input type="checkbox"/> Canton <input type="checkbox"/> Paroisse			
10 - Adresse postale de la mère			Code Postal
11 - Lieu de naissance de la mère (Prov. Pays étranger)	12 - Origine ethnique de la mère	13 - Etat civil de la mère <input type="checkbox"/> 1 Célibataire <input type="checkbox"/> 2 Mariée Séparée <input type="checkbox"/> 3 Divorcée <input type="checkbox"/> 4 Veuve	
14 - Lieu de naissance du mari (Prov. Pays étranger)	15 - Origine ethnique du mari	16 - Langue habituellement parlée par la mère	
17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures Nés vivants _____ Morts-nés _____	18 - Date de la dernière naissance vivante	19 - Date du mariage (s'il y a lieu)	

CERTIFICAT MÉDICAL/

20 - Date de naissance de l'enfant	21 - Type de naissance <input type="checkbox"/> 1 Simple <input type="checkbox"/> 2 Double <input type="checkbox"/> 3 Autre (spécifiez) _____	22 - En cas de naissance multiple, donnez l'ordre <input type="checkbox"/> 1er <input type="checkbox"/> 2e <input type="checkbox"/> Autre (spécifiez) _____
23 - Sexe de l'enfant <input type="checkbox"/> 1 Masculin <input type="checkbox"/> 2 Féminin <input type="checkbox"/> 3 Indéterminé	24 - Poids à la naissance _____ LBS _____ Onces ou _____ GR	25 - Durée de la grossesse _____ Sem. complètes
26 - Lieu de naissance (Nom du centre hospitalier sinon adresse civique)		
27 - N° Rue Municipalité Comte		
28 - Nom du déclarant	29 - Prénom	30 - Titre du déclarant <input type="checkbox"/> 1 Médecin <input type="checkbox"/> 2 Infirmière <input type="checkbox"/> 3 spécifiez _____
31 - Signature du déclarant X	32 - Si médecin, donner votre code	

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE/

33 - Nom de l'enfant	34 - Prénom principal	35 - Autres prénoms
----------------------	-----------------------	---------------------

J'AI VÉRIFIÉ LES RENSEIGNEMENTS DONNÉS CI-HAUT ET J'EN CONFIRME L'EXACTITUDE

36 - Date de la signature J-D M A-Y	37 - Signature de la mère ou du père X
--	---

EN CAS DE NAISSANCE MULTIPLE, VEUILLEZ REMPLIR UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE (RP-10) POUR CHAQUE ENFANT NÉ VIVANT ET UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE (RP-40) POUR CHAQUE ENFANT MORT-NÉ.

ESPACE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE SEULEMENT/

38 - Etat civil <input type="checkbox"/> Comme ci-haut <input type="checkbox"/> Comme ci-bas	39 - Nom	40 - Prénoms
---	----------	--------------



Department of Social Affairs
Population Register

01-

FORM RP 10

DECLARATION OF LIVE BIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters

IDENTIFICATION OF PARENTS/

1 — Maiden name of mother	2 — First name	3 — Middle name(s)	4 — Date of birth J-D M A-Y
5 — Name of father	6 — First name	7 — Middle name(s)	8 — Date of birth J-D M A-Y
9 — Address of mother's residence <input type="checkbox"/> City <input type="checkbox"/> Town <input type="checkbox"/> Village <input type="checkbox"/> Township <input type="checkbox"/> Parish	Street No	Municipality	County Prov. Country
10 — Postal address of mother			Postal Code
11 — Place of birth of mother (Prov., Foreign Country)	12 — Ethnic origin of mother	13 — Civil status of mother <input type="checkbox"/> 1 Single <input type="checkbox"/> 2 Married/Separated <input type="checkbox"/> 3 Divorced <input type="checkbox"/> 4 Widow	
14 — Place of birth of father (Prov., Foreign Country)	15 — Ethnic origin of father	16 — Language usually spoken	
17 — Number of children born of previous pregnancies Live-born _____ Stillborn _____	18 — Date of last live birth	19 — Date of marriage (if applicable)	

MEDICAL CERTIFICATE

20 — Date of birth of child	21 — Type of birth <input type="checkbox"/> 1 Simple <input type="checkbox"/> 2 Double <input type="checkbox"/> 3 Other (specify) _____	22 — In case of multiple birth, give order <input type="checkbox"/> 1st <input type="checkbox"/> 2nd <input type="checkbox"/> Other (specify) _____
23 — Sex of child <input type="checkbox"/> 1 Male <input type="checkbox"/> 2 Female <input type="checkbox"/> 3 Undetermined	24 — Weight at birth _____ LBS _____ Onces or _____ GR	25 — Duration of pregnancy _____ complete weeks
26 — Place of birth (Name of hospital centre or civic address)		
27 — Street No.	Municipality	County
28 — Name of declarant	29 — First name	30 — Title of declarant <input type="checkbox"/> 1 Physician <input type="checkbox"/> 2 Nurse <input type="checkbox"/> 3 Specify _____
31 — Signature of declarant X	32 — If a physician, give your code number	

IDENTIFICATION OF CHILD AT BIRTH

33 — Name of child	34 — Contemplated first name	35 — Middle name(s)
--------------------	------------------------------	---------------------

I HAVE CHECKED THE INFORMATION GIVEN HEREINABOVE AND I CERTIFY THE TRUTH THEREOF

36 — Date of signature J-D M A-Y	37 — Signature of mother or father X
-------------------------------------	---

IN CASE OF MULTIPLE BIRTH, PLEASE COMPLETE A DECLARATION OF LIVE BIRTH (RP-10) FOR EACH LIVE-BORN CHILD AND A DECLARATION OF STILLBIRTH (RP-40) FOR EACH STILLBORN CHILD.

SPACE RESERVED FOR THE DEPARTMENT ONLY

38 — Civil status <input type="checkbox"/> As above <input type="checkbox"/> As under	39 — Name	40 — Given names
--	-----------	------------------



Ministère des affaires sociales
Registre de la population

01-

FORMULAIRE RP 20

DÉCLARATION DE MARIAGE/

Veillez remplir cette déclaration au dactylo ou en lettres moulées/

IDENTIFICATION DES CONJOINTS/

1 - Nom		2 - Prénom usuel		3 - Autres prénoms			
Epouse	4 - Etat civil	Date		5 - Date de naissance			
	<input type="checkbox"/> Divorcée	J-D	M	A-Y	J-D	M	A-Y
	<input type="checkbox"/> Veuve						
<input type="checkbox"/> Célibataire					6 - Origine ethnique	7 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	
		8 - Religion		9 - Résidence avant mariage (Municipalité Comté Prov. Pays)			
10 - Nom		11 - Prénom usuel		12 - Autres prénoms			
Epoux	13 - Etat civil	Date		14 - Date de naissance			
	<input type="checkbox"/> Divorcé	J-D	M	A-Y	J-D	M	A-Y
	<input type="checkbox"/> Veuf						
<input type="checkbox"/> Célibataire					15 - Origine ethnique	16 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	
		17 - Religion		18 - Résidence avant mariage (Municipalité Comté Prov. Pays)			
		19 - Résidence après mariage (Municipalité, Comté, Province, Pays)					

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS/

Epouse	20 - Nom de jeune fille de la mère de l'épouse	21 - Prénom usuel	22 - Date de naissance		23 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	
			Jour	Mois	Année	
24 - Nom du père de l'épouse		25 - Prénom usuel	26 - Date de naissance		27 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	
				Jour	Mois	Année
Epoux	28 - Nom de jeune fille de la mère de l'époux	29 - Prénom usuel	30 - Date de naissance		31 - Lieu de naissance (Province ou Pays étranger)	
			Jour	Mois	Année	
32 - Nom du père de l'époux		33 - Prénom usuel	34 - Date de naissance		35 - Lieu de naissance (Province ou Pays étranger)	
				Jour	Mois	Année

IDENTIFICATION DES TÉMOINS DES CONJOINTS/

Epouse	36 - Nom du témoin de l'épouse			37 - Prénom usuel
	<input type="checkbox"/> M	<input type="checkbox"/> Mme	<input type="checkbox"/> Mlle	
38 - Adresse (N Rue, Municipalité comté, Province Pays)				
Epoux	39 - Nom du témoin de l'époux			40 - Prénom usuel
	<input type="checkbox"/> M	<input type="checkbox"/> Mme	<input type="checkbox"/> Mlle	
41 - Adresse (N Rue, Municipalité, Comté, Province, Pays)				

IDENTIFICATION DE L'OFFICIAIT/

42 - Nom		43 - Prénom	44 - Titre	
			<input type="checkbox"/> Ministre du Culte	<input type="checkbox"/> Notaire
45 - Signature				
46 - Date du mariage		47 - Lieu où le mariage a été célébré		
Jour	Day	Mois	Month	An. Year.
				P. Que.

SIGNATURES DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS/

48 - Signature de l'épouse		49 - Signature du témoin de l'épouse	
X			
50 - Signature de l'époux		51 - Signature du témoin de l'époux	
X			



Department of social affairs
Register of population

01-

FORM RP 20

DECLARATION OF MARRIAGE

Please complete this declaration of marriage
with a typewriter or in block letters

IDENTIFICATION OF CONSORTS

Bride	1 — Name		2 — First name		3 — Middle name(s)	
	4 — Civil status <input type="checkbox"/> Divorced <input type="checkbox"/> Widow <input type="checkbox"/> Single		5 — Date of birth J-D M A-Y		6 — Ethnic origin	
	4 — Date of birth J-D M A-Y		8 — Religion		7 — Place of birth (Prov. foreign country) 9 — Residence prior to marriage (Municipality, County, Prov. Country)	
Groom	10 — Name		11 — First name		12 — Middle name(s)	
	13 — Civil status <input type="checkbox"/> Divorced <input type="checkbox"/> Widower <input type="checkbox"/> Single		14 — Date of birth J-D M A-Y		15 — Ethnic origin	
	13 — Date of birth J-D M A-Y		17 — Religion		16 — Place of birth (Prov. foreign country) 18 — Residence prior to marriage (Municipality, County, Prov. Country) 19 — Residence after marriage (Municipality, County, Prov. Country)	

IDENTIFICATION OF PARENTS OF CONSORTS

Bride	20 — Maiden name of mother of the bride		21 — First name		22 — Date of birth Day Month Year		23 — Place of birth (Prov., foreign Country)	
	24 — Name of father of the bride		25 — First name		26 — Date of birth Day Month Year		27 — Place of birth (Prov., foreign Country)	
Groom	28 — Maiden name of mother of the groom		29 — First name		30 — Date of birth Day Month Year		31 — Place of birth (Prov. or foreign Country)	
	32 — Name of father of the groom		33 — First name		34 — Date of birth Day Month Year		35 — Place of birth (Province or foreign Country)	

IDENTIFICATION OF WITNESSES OF CONSORTS

Bride	36 — Name of witness of the bride <input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mr. <input type="checkbox"/> Mme. <input type="checkbox"/> Mrs. <input type="checkbox"/> Mlle. <input type="checkbox"/> Miss.			37 — First name	
	38 — Address (Street No., Municipality, Province, Country)				
Groom	39 — Name of witness of the groom <input type="checkbox"/> Mr. <input type="checkbox"/> Mrs. <input type="checkbox"/> Miss.			40 — First name	
	41 — Address (Street No., Municipality, Province, Country)				

IDENTIFICATION OF OFFICIANT

42 — Name		43 — First name		44 — Title <input type="checkbox"/> Clergyman <input type="checkbox"/> Prothonotary	
45 — Signature					
46 — Date of marriage Jour/Day Mois/Month An./Year			47 — Place where marriage is solemnized P. Qué.		

SIGNATURES OF CONSORTS AND WITNESSES

48 — Signature of the bride X		49 — Signature of the witness of the bride	
50 — Signature of the groom X		51 — Signature of the witness of the groom	



Ministère des affaires sociales
Registre de la population

01-

FORMULAIRE RP 30

DECLARATION DE DECÈS/

Veuillez remplir cette déclaration au dactylo ou en lettres mouleées.

IDENTIFICATION DU DÉCÉDÉ

1 - Nom			2 - Prénom usuel			3 - Autres prénoms		
4 - N. Ass. Sociale		5 - Date de naissance J-D M A-Y		6 - Date décès J-D M A-Y		7 - Si moins de 24 hrs Hrs Min		8 - Origine ethnique
9 - Occupation du décédé			10 - Lieu de naissance (Prov. ou Pays étranger)			11 - Sexe 1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 3 <input type="checkbox"/> Indéterminé		
12 - Etat civil Date J-D M A-Y 1 <input type="checkbox"/> Célibataire 2 <input type="checkbox"/> Marié (e) 3 <input type="checkbox"/> Divorcé (e) 4 <input type="checkbox"/> Veuf (ve)		13 - Lieu de décès (Nom du centre hospitalier. Si non. Précisez le lieu)			14 - Adresse de résidence (N° Rue Municipalité, Comté)			
15 - Si le défunt était marié, veuf ou divorcé, donnez le nom de son conjoint ou le nom de fille de son épouse								

IDENTIFICATION DES PARENTS DU DÉCÉDÉ

16 - Nom de jeune fille de la mère		17 - Prénom usuel		18 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	
19 - Nom du père		20 - Prénom usuel		21 - Lieu de naissance (Prov. Pays étranger)	

CERTIFICAT MÉDICAL

22 - Cause immédiate du décès		
23 - Causes antérieures		
24 - Autres états morbides		
25 - Y-a-t-il eu autopsie? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
26 - Nom du (des) déclarant(s)		27 - Prénom(s)
		28 - Titre du (des) déclarant(s) <input type="checkbox"/> Médecin <input type="checkbox"/> Coroner <input type="checkbox"/> Spécifiez _____
29 - Date		30 - Signature(s) X

IDENTIFICATION DU THANATOLOGUE

31 - Date		32 - Nom de la Maison Funéraire	
33 - Adresse		34 - Signature du représentant X	

Note: Si la présente déclaration n'est pas faite par un médecin, un coroner, un maire ou un ministre du culte, elle doit être faite par deux personnes majeures.



Department of Social Affairs
Population Register

01-

FORM RP-30

DECLARATION OF DEATH/

Please complete this declaration with
a typewriter or in block letters

IDENTIFICATION OF DECEASED

1 — Name		2 — First name		3 — Middle name(s)	
4 — Social insurance number	5 — Date of birth J-D M A-Y		6 — Date of death J-D M A-Y		7 — If less than 24 hrs. ____ hrs. ____ min.
9 — Occupation of deceased		10 — Place of birth (Prov. or foreign Country)		11 — Sex 1 <input type="checkbox"/> Male 2 <input type="checkbox"/> Female 3 <input type="checkbox"/> Undetermined	
12 — Civil status Date J-D M A-Y 1 <input type="checkbox"/> Single 2 <input type="checkbox"/> Married 3 <input type="checkbox"/> Divorced 4 <input type="checkbox"/> Widow(er)		13 — Place of death (Name of hospital centre. If not, specify place)		14 — Address of residence (Street No., Municipality, County)	
15 — If deceased was married, a widow (er) or divorcer, give the name of his (her) consort or the maiden name of his spouse.					

IDENTIFICATION OF THE PARENTS OF DECEASED

16 — Maiden name of mother		17 — First name		18 — Place of birth (Prov. or foreign Country)	
19 — Name of father		20 — First name		21 — Place of birth (Prov. or foreign Country)	

MEDICAL CERTIFICATE

22 — Immediate cause of death		
23 — Previous causes		
24 — Other causes of death		
25 — Was an autopsy performed? <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No		If so, does the certificate of the cause of death take into account the information furnished by the autopsy? <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
26 — Name of declarant(s)		27 — Given name(s)
29 — Date		28 — Title of declarant(s) <input type="checkbox"/> Physician <input type="checkbox"/> Coroner <input type="checkbox"/> Other _____
		30 — Signature(s) X

IDENTIFICATION OF PERSON WHO PERFORMED THE THANATOLOGY

31 — Date		32 — Name of Funeral Home	
33 — Address		34 — Signature of representative X	

NOTE: If this declaration is not filled out by a physician, coroner, mayor or clergyman, it must be filled out by two persons of full age.



Ministère des affaires sociales
Registre de la population

01-

FORMULAIRE RP 40

DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE /

Veillez remplir cette déclaration au dactylo ou en lettres moulées /

IDENTIFICATION DES PARENTS /

1 - Nom de jeune fille de la mère	2 - Prénom usuel	3 - Autres prénoms	4 - Date de naissance J-D M A-Y
5 - Nom du mari	6 - Prénom usuel	7 - Autres prénoms	8 - Date de naissance J-D M A-Y
9 - Adresse de résidence de la mère <input type="checkbox"/> Cite <input type="checkbox"/> Ville <input type="checkbox"/> Village <input type="checkbox"/> Canton <input type="checkbox"/> Paroisse N Rue Municipalité Comté Prov (pays)			
10 - Adresse postale de la mère			Code Postal
11 - Lieu de naissance de la mère (Prov Pays étranger)	12 - Origine ethnique de la mère	13 - Etat civil de la mère <input type="checkbox"/> 1 Célibataire <input type="checkbox"/> 2 Mariée Séparée <input type="checkbox"/> 3 Divorcée <input type="checkbox"/> 4 Veuve	
14 - Lieu de naissance du mari (Prov Pays étranger)	15 - Origine ethnique du mari	16 - Langue habituellement parlée par la mère	
17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures Nés vivants _____ Morts-nés _____		18 - Date de la dernière naissance vivante	19 - Date du mariage (s'il y a lieu)

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE /

20 - Date de naissance de l'enfant	21 - Type de naissance <input type="checkbox"/> 1 Simple <input type="checkbox"/> 2 Double <input type="checkbox"/> 3 Autre (spécifiez) _____		22 - En cas de naissance multiple, donnez l'ordre <input type="checkbox"/> 1 ^{er} <input type="checkbox"/> 2 ^e <input type="checkbox"/> Autre (spécifiez) _____	
23 - Sexe de l'enfant <input type="checkbox"/> 1 Masculin <input type="checkbox"/> 2 Féminin <input type="checkbox"/> 3 Indéterminé		24 - Poids à la naissance _____ LBS _____ Onces ou _____ ounces or _____ GR		25 - Durée de la grossesse _____ Sem completes

CERTIFICAT MÉDICAL

30 - Cause immédiate du décès		
31 - Causes antécédentes		
32 - Autres états morbides		
33 - Y a-t-il eu autopsie? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Si oui, la certification de la cause du décès, tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

34 - Nom du déclarant	35 - Prénom	36 - Titre du déclarant <input type="checkbox"/> Médecin <input type="checkbox"/> Coroner <input type="checkbox"/> spécifiez _____
37 - Date	38 - Signature X	

IDENTIFICATION DU THANATOLOGUE

39 - Date	40 - Nom de la Maison Funéraire
41 - Adresse	42 - Signature du représentant X



Department of social affairs
Population register

01-

FORM RP 40

DECLARATION OF STILLBIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters

IDENTIFICATION OF PARENTS

1 - Maiden name of mother	2 - First name	3 - Middle name(s)	4 - Date of birth J-D M A-Y
5 - Name of father	6 - First name	7 - Middle name(s)	8 - Date of birth J-D M A-Y
9 - Address of residence of mother <input type="checkbox"/> City <input type="checkbox"/> Town <input type="checkbox"/> Village <input type="checkbox"/> Township <input type="checkbox"/> Parish		Street No	Municipality County Prov. Country
10 - Postal address of mother			Postal code
11 - Place of birth of mother (Prov. or foreign Country)	12 - Ethnic origin of mother	13 - Civil status of mother <input type="checkbox"/> 1 Single <input type="checkbox"/> 2 Married/Separated <input type="checkbox"/> 3 Divorced <input type="checkbox"/> 4 Widow	
14 - Place of birth of father (Prov. or foreign Country)	15 - Ethnic origin of father	16 - Language usually spoken	
17 - Number of children born from previous pregnancies Live-born _____ Stillborn _____	18 - Date of last live birth	19 - Date of marriage (where applicable)	

IDENTIFICATION OF CHILD AT BIRTH

20 - Date of child's birth Jant	21 - Type of birth 1 <input type="checkbox"/> Simple 2 <input type="checkbox"/> Double 3 <input type="checkbox"/> Other (specify) _____	22 - In case of multiple birth, give order <input type="checkbox"/> 1st <input type="checkbox"/> 2nd <input type="checkbox"/> Other (specify) _____
23 - Sex of child 1 <input type="checkbox"/> Male 2 <input type="checkbox"/> Female 3 <input type="checkbox"/> Undetermined	24 - Weight at birth _____ LBS _____ Ounces or _____ GR	25 - Duration of pregnancy _____ complete weeks

MEDICAL CERTIFICATE

30 - Immediate cause of death	
31 - Previous causes	
32 - Other causes of death	
33 - Was an autopsy performed? <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No	If so, does the certificate of the cause of death taken into account the information furnished by the autopsy? <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No

34 - Name of declarant	35 - First name	36 - Title of declarant <input type="checkbox"/> Physician <input type="checkbox"/> Coroner <input type="checkbox"/> Other _____
37 - Date	38 - Signature X	

IDENTIFICATION OF PERSON PERFORMED THE THANATOLOGY

39 - Date	40 - Name of Funeral Home
41 - Address	42 - Signature of representative X

Avis**Notice****AVIS DE MODIFICATION DE
CONSTITUTION ET RÈGLEMENTS****Automobile—Montréal**

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'automobile de Montréal et du district, approuvés par l'arrêté en conseil 224 du 22 février 1950 et modifications, ont été modifiés par l'arrêté en conseil 3225-73 du 5 septembre 1973.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre.

243-o

**DRAFT AMENDMENT OF CONSTITUTION
AND REGULATIONS****Automobile—Montreal**

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chap. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Automobile Parity Committee of Montreal and District, approved by Order in Council 224 of February 22, 1950 and amendments, have been amended by Order in Council 3225-73 of September 5, 1973.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy-Minister.

Department of Labour and Manpower.

243-o



Erratum

Gazette officielle du Québec, Partie II, vol. 105, No 27, 26 septembre 1973 A.C. 3225-73 du 5 septembre 1973, Industrie de l'Automobile (Montréal).

Les deux premières lignes doivent se lire comme suit:
« A.C. 3455-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-496, 25 septembre 1973 ».

243-o

Erratum

Québec Official Gazette, Part II, vol. 105, No. 27, September 26, 1973, O.C. 3225-73 of September 5, 1973, Automobile Industry (Montreal).

The first two lines shall read as follows:
"O.C. 3455-73 of September 19, 1973
Reg. 73-496, September 25, 1973".

243-o



INDEX Textes réglementaires (Règlements)
 Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
 Abbreviations: Abrogé
 N — Nouveau
 New
 M — Modifié
 Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Automobile — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143, et am.)	Règ. 73-496	25-09-73	5695	Erratum
Automobile — Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 and am.)			5693	Avis
Automobile — Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			5693	Notice
Automobile — Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)	Reg. 73-496	25-09-73	5695	Erratum
Cabledistribution during an election period — Ord. (Public Service Board Act, R.S.Q. 1964, ch. 229)	Reg. 73-512	04-10-73	5639	Decision
Câblodistribution en période électorale — Ord. (Loi de la Régie des services publics, S.R.Q. 1964, ch. 229)	Règ. 73-512	04-10-73	5639	Décision
Coiffeurs pour hommes et dames — Sherbrooke (Loi des décrets de convention collective, R.S.Q. 1964, ch. 143 et am.)			5659	Projet
Forestry operations — Regulation (Industrial and Commercial Establishments Act, S.R.Q. 1964, ch. 150)	Reg. 73-517	09-10-73	5643	
Hairdressers Mens and Ladies — Sherbrooke (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			5659	Draft
Health Protection Act (S.Q. 1972, ch. 42)			5665	Draft
Protection de la santé (L.Q. 1972, ch. 42)			5665	Projet
Travaux forestiers — règlement (Loi des établissements industriels et commerciaux, R.S.Q. 1964, ch. 150)	Règ. 73-517	09-10-73	5643	



TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 73-496	3455-73	Travail et main- d'oeuvre	Automobile-Montréal (<i>Erratum</i>)	5695
Règ. 73-512		Communications	Câblodistribution en période électorale / <i>Cabledistri- bution during an election period</i> (Ord.)	5639
Règ. 73-517	3673-73	Travail et main- d'oeuvre	Travaux forestiers / <i>Forestry operations</i> (Règlement / <i>Regulation</i>)	5643
PROJETS DE RÈGLEMENT			DRAFT REGULATIONS	
Coiffeurs pour hommes et dames - Sherbrooke			Haidressers (Mens and Ladies) Sherbrooke	5659
Protection de la santé			Health Protection Act	5665
AVIS			NOTICE	
Automobile - Montréal			Automobile - Montreal	5693

